11e année — N° 201 — 25 Juin 1935

Prix : 2 francs

la Révolution prolétarienne

REVUE BIMENSUELLE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

Staline a tort !

Le Nouveau Zimmerwald s'organise

CONTRE LA GUERRE QUI VIENT
Adversaires de la défense nationale envoyez votre adhésion à la Conférence en préparation

la Révolution prolétarienne

Revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire

(Paraissant le 10 et le 25)

54, rue du Château-d'Eau — PARIS (Xe)
(Métro : Château-d'Eau ou Lancry)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Trois mois.........	10 fr.
Six mois...........	20 »
Un an.............	40 »

EXTERIEUR

Trois mois.........	13 fr.
Six mois...........	26 »
Un an.............	50 »

◆

PERMANENCE :
Tous les soirs, de 18 à 19 heures
54, rue du Château-d'Eau

◆

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction et l'Administration
à la *Révolution Prolétarienne*
54, rue du Château-d'Eau, Paris-10e

◆

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS
notre compte de chèques postaux :
« Révolution Prolétarienne » 734-99 Paris

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° *De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale ;*

2° *De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;*

3° *De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;*

4° *De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;*

5° *De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale, d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.*

SOMMAIRE

CONTRE LA GUERRE QUI VIENT

Le nouveau Zimmerwald s'organise

Adversaires de la défense nationale, quel que soit le syndicat, le parti ou le groupe auquel vous appartenez, unissez-vous par-delà les tendances ! Eloignez tout sectarisme, songez au grave péril qui menace la classe ouvrière. Envoyez sans attendre votre adhésion au Comité d'organisation de la Conférence des adversaires de la défense nationale.

A NOS ABONNÉS

Vous avez reçu, sous pli spécial, la déclaration du Comité d'organisation de la Conférence des adversaires de la défense nationale accompagnée de notre appel.

Nous insistons de nouveau pour que, par retour du courrier, si vous ne l'avez déjà fait, vous adressiez votre adhésion au secrétaire de ce Comité, notre ami Robert Louzon, 54, rue du Château-d'Eau, Paris-X^e^.

Signez ! Adhérez !

Faites signer ! Faites adhérer ! Envoyez des listes de signatures.

Tous debout contre la guerre qui vient !

LA « RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE ».

Prière d'adresser les adhésions à la déclaration et à la Conférence — dont la date sera fixée ultérieurement — à R. LOUZON, secrétaire du Comité d'organisation, 54, rue du Château-d'Eau, Paris-Xe; les fonds pour subvenir aux besoins de la propagande et de l'organisation à LUCIE COLLIARD, 4, avenue Anatole-France, Clichy (Seine), chèques postaux 1580-48 Paris.

NOUVELLES RÉPONSES...

G. DUMOULIN

Ma réponse à votre circulaire vient un peu tard, mais elle vient. Vous étiez déjà assurés de mon adhésion puisque vous avez pu publier les passages essentiels d'un article que j'avais fait paraître dans *Le Populaire,* et qui correspondait avec votre point de vue. Mais mon retard s'explique par le fait que j'ai été sollicité par d'autres groupements que je connais mal. Je ne voulais pas me prêter à des expériences confusionnistes; j'ai hésité. Avec vous, que je connais bien, je n'hésite plus.

« Un nouveau Zimmerwald » suppose une action internationale et une consultation entre militants de plusieurs pays.

Il ne faut pas en exclure l'idée, mais il faut d'abord agir d'urgence et vigoureusement en France. La conférence nationale que vous allez organiser doit réunir tous les groupements et les personnalités qui condamnent la guerre et qui considèrent l'union sacrée comme la pire des calamités. L'erreur des socialistes et des syndicalistes qui se prononcent pour la défense nationale est de croire que la guerre est uniquement un problème de défense nationale. Il faudrait qu'à ce sujet la conférence projetée dissipe cette erreur et parle un langage clair et fort à l'usage du prolétariat. Si je ne suis pas retenu par les difficultés que vous connaissez, je serai des vôtres le jour où vous vous réunirez.

Amitiés.

C. REVENUT

Ayant pris connaissance, par le dernier numéro de la *R.P.*, de votre tract sur la nouvelle orientation de l'Internationale communiste, nous nous déclarons entièrement d'accord avec vous sur son contenu et sommes prêts à œuvrer sur ce terrain avec vous, ainsi qu'avec d'autres groupements qui sont d'accord, comme le laisse entendre Collinet dans l'*Emancipation* de Saint-Denis.

Pour la Fédération Communiste Libertaire :
C. REVENUT.

Marcel HASFELD

Notre coopérative la « Librairie du Travail », née de l'action internationaliste prolétarienne et éditrice des premières brochures sur la Révolution russe au cours de la dernière guerre mondiale, maintenue dans cette voie depuis bientôt dix-huit ans et convaincue que c'est là sa seule raison d'être, ne peut qu'approuver votre initiative consécutive aux déclarations antiprolétariennes de Staline et ne peut moins faire que de donner son adhésion à la conférence que vous projetez.

Veuillez donc nous tenir au courant de la marche de celle-ci et nous dire en quoi nous pouvons vous être utile.

Membre et trésorier, durant la dernière guerre, du Comité d'Action Internationale, puis du Comité pour la reprise des relations internationales et enfin du Comité de la IIIe Internationale, je donne naturellement mon adhésion personnelle à la prochaine conférence, de laquelle, je l'espère, sortira une Union des minorités révolutionnaires que je propose d'appeler : *Ligue des Internationalistes révolutionnaires.*

Maurice JUNCKER

La position du P.U.P. en regard des déclarations de Staline a été nettement définie par l'ordre du jour voté par le Comité Central à l'unanimité. Il a été rendu public par sa publication dans l'*Unité,*

dont je vous adresse, d'autre part, un exemplaire.

Il sera, par les délégués du P.U.P., âprement défendu au cours des pourparlers d'unification en cours. Mais l'existence même de ces pourparlers rend impossible notre participation à une action étrangère au P.S. et au P.C., à moins qu'elle ne soit propre au P.U.P.

Toutefois, le P.U.P. sera très heureux d'être tenu au courant de vos décisions. Si vous n'y voyez pas d'inconvénient, il a désigné comme observateur notre camarade Allain.

Jean AULAS

Bien reçu votre circulaire relative à une conférence des opposants à l' « union sacrée ».

Notre Fédération a pris une initiative analogue que j'approuve entièrement et dont vous avez dû être informés.

J. LEUNOIS (Alger)

Très bien votre attitude vis-à-vis de la guerre. Quand on voit l'abjecte position des partis (P.S. et P.C.) qui préparent leur participation à la défense nationale, il est réconfortant de constater que l'internationalisme ouvrier n'est pas mort et que les syndicalistes n'ont pas oublié les leçons de 1914. Nombreux sont les camarades qui n'acceptent plus d'aller se battre pour défendre les intérêts de nos capitalistes. Nous ne devons pas accepter l'idée de n'être qu'une poignée d'opposants à la défense nationale. Nous devons déployer la plus grande activité pour que ne se produise pas l'abdication honteuse de la dernière guerre et pour qu'en cas de conflit la classe ouvrière ne suive pas docilement les ordres de nos gouvernants nationalistes.

J. DUPERRAY (Loire)

En plein accord avec le manifeste de la *Révolution Prolétarienne,* je pense qu'il était une nécessité indispensable et nous en placerons un grand nombre à Saint-Etienne et dans la Loire.

La *Révolution Prolétarienne* devrait presser la tenue d'une conférence nationale de tous ceux qui se heurtent à la politique défense « nationale » des bolchévistes et des réformistes appelés à devenir une tendance unique, ou tout au moins deux tendances unies.

Dans tous les milieux, il y a des minorités importantes qui ne demandent qu'à nous suivre sur cette question : les éléments ouvriers des ligues pacifistes, des anciens combattants, les anarchistes. Je pense, pour répondre à une question de la circulaire, que cette conférence pourrait s'organiser en même temps pour les individualités et pour les organisations qui voudraient y déléguer des représentants. Elle serait une occasion de réunir les membres de l'ancien Comité des 22. Elle pourrait être préparée par la distribution du tract et par des meetings et des réunions d'information dans les départements où la *R.P.* a le plus d'influence, et en accord suivant les milieux avec ceux, individualités ou organisations, qui d'ores et déjà peuvent être pressentis comme des camarades qui n'entrevoient pas de conciliation possible entre la défense nationale et la révolution prolétarienne.

La conférence pourrait avoir lieu à l'occasion d'autres assises ouvrières. Par exemple, à l'occasion des congrès de l'enseignement qui renfermeront de nombreux ennemis du tournant stalinien.

Tout comme pour la défense des emprisonnés de Russie, la question est surtout celle de la propagande; une telle conférence aurait surtout pour but d'intensifier la propagande commune, avec le minimum de frais, pour le maximum de diffusion. La C.G.T.S.R. et le groupe anarchiste de Saint-Denis ont déjà diffusé en France un tract similaire de celui de la *R.P.* Après la conférence éventuelle, la diffusion organisée en commun de tracts ou d'affiches, signés de toutes les organisations ayant dans ce grave moment une position identique, donnerait peut-être des résultats.

Il y a un flottement certain, même dans les troupes communistes. Il faut exploiter cela à fond, c'est presque une question de vitesse. Il ne faut pas laisser les communistes arrondir les angles, atténuer par l'habitude, avec le temps, la brutalité de la déclaration originale.

Pour bien me faire comprendre, j'envisagerais, pour ma part, une organisation similaire à celle du congrès d'Amsterdam, sur un plan plus réduit et sur des directives tout à fait opposées.

Lancer l'organisation de ce congrès national sur le mot d'ordre : contre toutes les guerres, même contre le fascisme, même pour la défense de l'U.R.S.S.

La conférence serait une prise de contact.

Une liaison en résulterait pour la propagande pure et simple, n'entraînant aucun noyautage et aucune indiscipline syndicale, puisqu'il ne s'agirait pas, pour le moment du moins, d'organiser une action autonome des organisations existantes.

Dans le domaine des projets lointains, les résultats de cette conférence nous montreraient peut-être les possibilités d'organiser des mouvements similaires pour des propagandes bien précises. Par exemple pour affirmer la similitude du fascisme, du planisme et du bolchévisme, et s'attacher à détruire la religion du socialisme russe, un des fléaux du mouvement ouvrier actuel.

Marcel COUDRIN

Je suis entièrement d'accord avec votre manifeste, qui doit être le manifeste de tous les marxistes-léninistes, ou simplement de tous les révolutionnaires conscients de la nécessité de l'abolition du capitalisme et imprégnés d'une véritable notion de la lutte de classe.

La nouvelle thèse des stalinistes est que nous devons d'abord assurer la défaite d'Hitler et assurer la victoire de l'U.R.S.S. Ils oublient volontairement d'ajouter : et la victoire de l'impérialisme français.

De plus, tout le monde sait qu'assurer la défaite d'Hitler, cela veut dire, en réalité, faire massacrer les ouvriers allemands par les ouvriers français, car — n'est-ce pas? — Hitler et ses séides seront bien à l'abri dans la prochaine, ainsi du reste que les gros capitalistes français et M. Staline. Et ces messieurs voudraient que nous nous cassions la gueule entre nous, travailleurs, exploités de la même façon, pour leur sale combine! Car, tout de même, nos stalinistes savent très bien que, dans une guerre où la France sortirait victorieuse avec l'U.R.S.S., il serait matériellement impossible de prendre le pouvoir; le capitalisme français aurait, par la guerre même, vaincu la crise qui le terrasse et, par la victoire mitoyenne avec l'U.R.S.S., renforcé son prestige et sa domination. Et puis le capitalisme français ne serait pas assez bête pour laisser se conserver intacts les cadres des véritables révolutionnaires; au contraire, il profiterait de la guerre pour les faire disparaître et alors, comment et avec quoi nos stalinistes veulent-ils prendre le pouvoir en France après une guerre victorieuse de celle-ci ?

Il s'agit de sale combine de clans nationalistes

contre clans nationalistes. Eh! bien, non, le piège est trop grossier; nous ne marchons pas; en aucune façon, la défense révolutionnaire ne peut coïncider avec la défense nationale d'un pays capitaliste. Non, plus jamais ça. A bas la guerre, toutes les guerres !

J. RIBEYRON

La Commission administrative de l'Union Anarchiste a examiné, à sa dernière séance, votre circulaire relative à la déclaration de Staline.

La C.A. estime qu'il convient d'organiser sans retard un mouvement de résistance au courant honteusement guerrier, qui ne peut manquer de se manifester à la suite de la déclaration stalinienne et qui aboutira inévitablement à une nouvelle union sacrée encore plus abominable que la précédente de 1914.

Déjà, nous avons pris une initiative semblable à la vôtre et nous nous sommes mis en rapport avec plusieurs organisations politiques et syndicales.

Il va sans dire que nous sommes tout prêts à joindre nos efforts aux vôtres dans la poursuite du même but antiguerrier. Aussi, est-ce avec empressement que nous répondrons à toute proposition ou invitation que vous nous adresserez.

Pour la Commission administrative de l'Union Anarchiste : J. RIBEYRON.

Josette et Jean CORNEC

Nous sommes d'accord avec le manifeste « Trahison ».

D'accord aussi pour la tenue d'une conférence réunissant les partisans de ce point de vue. Reste le moment de sa tenue. Si nous le pouvons, nous y assisterons.

Paul DELESALLE
ancien secrétaire de la C.G.T.

Inutile de vous dire que je suis avec vous « *Pour un nouveau Zimmerwald* ». Ces Russes sont vraiment extraordinaires dans leurs évolutions successives. Ils ont fait leur « Révolution », c'est bien; mais ce n'est pas une raison, semble-t-il, pour prendre les révolutionnaires de ce côté du Rhin pour de parfaits imbéciles.

Que la diplomatie de M. Staline craigne Hitler et ses mercenaires, je le conçois fort bien; mais ce n'est pas une raison suffisante pour nous faire retourner trente années en arrière. Libre à Marcel Cachin de redevenir un nouveau Déroulède, mais je ne marche pas et vous avez pleinement raison d'alerter la classe ouvrière.

Toutefois, n'oublions pas que si ses politiciens sont bien antipathiques, il y a un peuple russe extrêmement sympathique lui et que nous ne devons pas le négliger dans la campagne que les maîtres de l'U.R.S.S. nous mettent dans l'obligation de mener contre eux.

J. ROLLO

Je suis entièrement avec vous dans votre opposition à la politique d'union sacrée scellée, avant toute guerre, par le parti communiste. Ceux qui, comme moi, ont été trompés en 1914 et qui se sont aperçus depuis des lourdes conséquences de leur erreur, se dresseront avec vigueur contre l'abdication qui se prépare.

Je ne sais si je pourrai assister à la réunion projetée, mais je suis sûr que seront très nombreux les militants qui refuseront d'accomplir la pirouette insensée des tenants du communisme en déroute.

La déclaration du Bureau fédéral unitaire de l'Enseignement

1914-1935 ! Vingt ans après l'abominable tuerie, le prolétariat se retrouve dans une situation à peu près identique à celle des jours les plus sombres de 1914 : la guerre vient !

On prépare de nouvelles hécatombes précédées de retentissantes trahisons. Les ouvriers et les paysans qui ont fourni l'innombrable masse des victimes de la « dernière » se laisseront-ils vendre et traîner sur les champs de carnage? Accepteront-ils d'être la monnaie sanglante des tractations diplomatiques ?

⁂

Portant en lui le germe de conflits futurs, le traité de Versailles a singulièrement contribué à la renaissance du chauvinisme allemand. L'atroce misère engendrée par la crise économique, les fautes impardonnables de l'Internationale Communiste, la retentissante lâcheté de la social-démocratie ont conduit le prolétariat du Reich à la défaite et favorisé l'avènement d'Hitler au pouvoir.

Incapable de tenir ses promesses et de résoudre les contradictions avec lesquelles il se trouve aux prises, Hitler, mettant par ailleurs à profit l'état d'infériorité militaire dans lequel les puissances exalliées prétendaient maintenir son pays, a pratiqué une politique belliciste. Le fascisme italien, pour des motifs sensiblement identiques, l'avait précédé dans cette voie. Et l'on ne peut ni ne doit oublier que les mesures d'Hitler réinstituant le service militaire obligatoire sont venues en réplique au vote des Chambres françaises rétablissant en fait le service de deux ans.

Il serait vain de sous-estimer le potentiel élevé de guerre existant à l'heure actuelle dans une Europe en convulsions. Mais il serait criminel, compte tenu de tous les dangers internationaux qu'il porte en lui, de laisser croire aux masses que l'hitlérisme est le seul facteur de guerre, que les rivalités impérialistes ont soudain disparu pour faire place à des rivalités d'ordre purement idéologique opposant la démocratie et la liberté à la barbarie hitlérienne; de cacher qu'à vingt ans d'intervalle on prépare, à l'aide des mêmes sophismes, l'Union sacrée. Union sacrée qui, d'ores et déjà, s'étend au Parti communiste.

⁂

Abandonnant une à une les positions définies dans les trois premiers congrès de l'Internationale communiste, l'U.R.S.S. pratique depuis quelques années une politique extérieure qui, basée sur la « construction du socialisme » en un seul pays, en est arrivée à ne plus rien avoir de prolétarien.

Pour assurer sa « sécurité », elle a adhéré à la Société des Nations, traité avec les puissances capitalistes. La voilà aujourd'hui alliée à la France. C'est une sinistre plaisanterie de vouloir accréditer cette fable que Laval a signé le pacte d'assistance mutuelle sous la pression populaire. Laval à Moscou ne pouvait représenter que les intérêts du capitalisme français. Le prolétariat n'a rien à voir dans cette affaire, sinon qu'il est appelé à en solder les frais.

Soulignant tout ce qu'on attend du pacte d'assistance mutuelle, pour donner d'autre part tous apaisements à la bourgeoisie française et favoriser le développement de sa puissance militaire, Staline a fait la déclaration désormais historique : « *Monsieur Staline comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité.* »

Cette déclaration marque le désaveu formel de la lutte engagée par le prolétariat français contre le renforcement de l'armée et du militarisme, elle porte condamnation implicite de la lutte contre les décrets-lois, confirme et aggrave l'orientation de la politique extérieure de l'U.R.S.S. et consacre l'abandon définitif du défaitisme révolutionnaire comme moyen de lutte contre la guerre. Elle sacrifie les

intérêts de la Révolution mondiale à ceux de la politique stalinienne.

Toute la casuistique fantaisiste ou embarrassée des dirigeants du Parti communiste français ne saurait atténuer la portée considérable de cette déclaration suffisamment claire pour se passer de toute interprétation.

Le corollaire n'a pas tardé à venir. Evoluant dans la théorie de la relativité appliquée aux événements sociaux, Thorez a déclaré dans un récent discours officiel : « Et ici je réponds à une question qui m'a été posée : « Alors, dans une telle « guerre déclenchée par Hitler contre l'U. R. S. S., « appliquerez-vous votre mot d'ordre : transforma- « tion de la guerre impérialiste en guerre civile? » Eh bien! non, parce que, dans une telle guerre, il ne s'agit pas d'une guerre impérialiste, entre deux clans impérialistes, il s'agit d'une guerre contre l'U. R. S. S. »

Quelques jours après, Jacques Duclos, autre lumière du Parti, écrivait : « Il faut qu'Hitler sache que s'il met le feu aux poudres, où que ce soit, le pacte jouera. »

Ainsi, le prolétariat français devra marcher en cas de guerre entre l'U.R.S.S. et l'Allemagne; marcher de même en cas de guerre entre l'Allemagne et la France et quels que soient les prétextes utilisés par les impérialismes pour lancer le massacre mondial quand ils ne verront plus d'autres moyens de résoudre en leur faveur la crise économique. Chacun sait, en effet, que la définition de « l'agresseur » se ramène fatalement à un « bourrage de crânes » dans tous les pays. La défense nationale devient donc un nouvel article de foi pour les dirigeants du Parti communiste. Compter sur la guerre génératrice de révolution indique suffisamment à quel degré de décomposition est tombé le « parti du prolétariat » !

⁂

Nous avons examiné la situation avec le maximum d'objectivité, sans parti pris, sans sectarisme.

Au dernier Congrès confédéral, nos délégués ont exprimé les appréhensions provoquées par les voyages d'Herriot et de Pirre Cot en Russie : les sarcasmes dont ils ont été accablés n'ont pas infirmé nos prévisions. La question de la politique de l'U.R.S.S. a été abordée à notre Congrès de Montpellier à propos du tournant de l'Unité accompli par la C.G.T.U. en juin 1934. A ce moment-là, Monmousseau, secrétaire de la C.G.T.U., a fait une déclaration qu'il est utile de rappeler. En voici le texte mis au point dans le compte rendu du Congrès par l'orateur lui-même :

« *Monmousseau pense que l'hypothèse d'une alliance militaire avec l'U.R.S.S. ayant pour résultat l'union sacrée sous le couvert de la défense de l'U. R. S. S. serait une monstrueuse trahison, pire que celle de* 1914, *parce qu'elle serait concertée. Il affirme que participer à la défense nationale, c'est participer à l'écrasement de la classe ouvrière. Il demande qu'on ne se batte pas sur cette question devant la classe ouvrière...*

« *Il rappelle que la Fédération de l'Enseignement a été le porte-drapeau de la lutte contre l'Union sacrée, il espère qu'elle le restera avec toute la C. G. T. U...* »

Aujourd'hui, la « monstrueuse trahison » est consommée. Le Parti communiste français acquiesce par la voix de ses militants les plus représentatifs et de son organe l'*Humanité*; la direction de la C. G. T. U. se taît ou ergote. Monmousseau est devenu secrétaire d'un bureau occidental de l'I.S.R.

Quant à nous, nous demeurons fidèles aux enseignements de Lénine. Résolument dressée contre la guerre, la Fédération de l'Enseignement, qui a écrit une des pages les plus glorieuses de son histoire en pratiquant un pacifisme internationaliste irréductible au cours de la dernière boucherie, se devait de faire entendre sa voix au moment où se jouent les destinées du prolétariat.

Pleinement consciente du danger, n'ignorant pas au surplus toutes les difficultés qu'elle rencontrera sur sa route, elle va s'appliquer à répandre le mot d'ordre qui a été toujours le sien : « *Contre la guerre étrangère par tous les moyens* ».

Mais, alors que le monde entier est secoué par les convulsions d'un régime qui se meurt, pourrait s'attarder à une misérable question de tendance au milieu du péril qui nous guette tous? — elle adresse son appel à tous les travailleurs — ouvriers, paysans, fonctionnaires, intellectuels — qui ont conservé l'esprit critique et le sens de classe.

Elle diffusera largement ce bulletin où le problème de la guerre est envisagé sous ses différents aspects. Mais, sans plus attendre, elle se joint à divers organismes en demandant aux opposants à l'union sacrée et à la tuerie de se concerter, nationalement d'abord, internationalement ensuite, selon l'exemple donné à Zimmerwald et à Kienthal en 1915 et 1916, quand la guerre faisait rage et que les grandes organisations du prolétariat s'étaient effondrées dans le reniement et la trahison.

Ces rassemblements seront peut-être le premier acte du regroupement nécessaire après une nouvelle faillite des partis, centrales et internationales; mais la Fédération de l'Enseignement aura atteint son but immédiat si elle réussit à projeter un peu de lumière dans les ténèbres dont les mauvais bergers tentent d'envelopper la classe ouvrière avant le massacre, et si elle contribue à éviter l'ignoble boucherie en faisant comprendre aux dirigeants de *tous pays* qu'il reste encore, malgré tout, dans le prolétariat, des forces vives, conscientes, résolues, avec lesquelles il faut compter.

LE BUREAU FÉDÉRAL
UNITAIRE DE L'ENSEIGNEMENT.

Formation du Comité d'organisation de la Conférence des adversaires de la défense nationale

Les efforts faits pour réunir, par-dessus les tendances, tous les adversaires de la défense nationale, tous ceux qui — contrairement à Staline — ne « comprennent » ni « n'approuvent » les deux ans et la politique d'armements de la bourgeoisie française — ces efforts sont en bonne voie.

Ils ont déjà abouti à la rédaction d'un texte commun et à la formation d'un Comité chargé d'organiser la Conférence en préparation.

Il s'agit d'informer l'opinion ouvrière en particulier et l'opinion publique en général que nombreux sont les militants du mouvement ouvrier de ce pays qui n'acceptent pas la déclaration de Staline et ne sauraient participer à *la nouvelle union sacrée.*

Dans ce but, il importe que la conférence prévue ait un retentissement considérable.

Les militants qui nous lisent auront à cœur de déployer tous leurs efforts dans ce sens en :

1° Adhérant à la déclaration du Comité;

2° La faisant signer dans leur milieu;

3° Adhérant à la conférence;

4° Faisant adhérer à la conférence le plus grand nombre possible de militants et d'organisations.

Tous à l'œuvre pour ce rassemblement indispensable et urgent !

⁂

Le Comité d'organisation issu de la réunion du jeudi 13 juin réunit d'ores et déjà les militants ci-après :

Guy Jerram; Pierre Monatte; R. Louzon; Lucie Colliard; Frémont (Union anarchiste); H. Barbé et Jacques Doriot (pour le rayon de St-Denis); Roger Hagnauer; J. Bernier; Grandjouan; Marceau Pivert; Charbit; Lefeuvre (*Masses*); Henry Poulaille; C. Delsol; Deveaux; Lasterade; Chambelland; Finidori.

Secrétaire : R. LOUZON, 54, rue du Château-d'Eau, Paris-10e.

Trésorière : LUCIE COLLIARD, 4, place Anatole-France, Clichy (Seine), chèque postal 1580-48 Paris.

Appel a été fait à la Fédération unitaire de l'Enseignement pour qu'elle désigne ses représentants au sein du Comité d'organisation.

Toutes les autres organisations susceptibles de se rallier à cet effort sont également invitées à envoyer des délégués.

L'ALLEMANISME

Ce qu'il fut et ce qu'il représentait

Jean Allemane, dont on vient de célébrer les obsèques, fut successivement trois choses. Jeune, il fut le combattant de la Commune; à l'âge mûr, il fut pris comme porte-drapeau par le Parti ouvrier socialiste révolutionnaire (P.O.S.R.); au seuil de la vieillesse, il fut le candidat de la « défense républicaine » dans cette élection décisive de 1901 au 11e arrondissement où on l'opposa à l'antisémite algérien Max Régis, et dont l'issue, favorable à Allemane, arrêta net la grande vague de nationalisme et d'antisémitisme qui, l'année précédente, avait menacé de submerger tout Paris.

Ce n'est que de la deuxième phase de sa vie, celle de l'allemanisme, que je parlerai ici.

La fondation du P. O. S. R.

On sait que c'est aux alentours de 1880, alors que rentraient les derniers condamnés de la Commune, que se formèrent en France les premiers partis socialistes, du type actuel.

Deux scissions successives aboutirent à constituer, en 1890, en face du Parti Ouvrier et de la Fédération des Travailleurs Socialistes de France, le Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire, qu'on désigna, par besoin de symétrie, sous le nom de parti « allemaniste », comme on appelait « guesdiste » le Parti Ouvrier et « broussiste » la Fédération des Travailleurs Socialistes, bien qu'Allemane ne joua jamais au P.O.S.R. le même rôle de « chef » que celui que Guesde et Brousse jouèrent dans leurs organisations respectives.

Pas de « chefs »

Le propre du Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire était en effet de *ne pas vouloir de chefs*. Ce qui le séparait des broussistes, c'était essentiellement l'ultra « réformisme » de ceux-ci, mais ce qui l'opposait aux guesdistes, c'était cette vieille et toujours jeune querelle du « centralisme » et du « fédéralisme » sous laquelle se cache le heurt de deux philosophies différentes, de deux classes opposées, l'opposition entre l'autorité et la liberté, entre les aspirants dirigeants et ceux qui ne veulent diriger qu'eux-mêmes.

La constitution du P.O.S.R. était en conséquence essentiellement fédéraliste, tout entière conçue pour que la « démocratie » joue à plein, que personne ne puisse imposer son autorité. Pas de commission administrative permanente ou de comité directeur; simplement dans chaque région un comité fédéral composé d'un délégué par groupe, qui se réunissait périodiquement et constituait l'organe souverain dans l'intervalle des congrès. Un secrétaire et un trésorier, non permanents, jouissant tout juste d'une petite indemnité pour leurs frais divers, formaient tout l' « appareil ».

Cette conception fédéraliste s'exprimait également par la très grande importance que le Parti attribuait au *mandat impératif*. C'est le P.O.S.R. qui est le père de celui-ci. Délégués au congrès, délégués au comité fédéral, devaient avoir un mandat ferme de leurs groupes sur les questions à l'ordre du jour et voter d'une façon rigoureusement conforme au mandat qu'ils avaient reçu.

Mais le mandat impératif n'était pas appliqué seulement aux délégués, il l'était aussi aux élus, et ce fut là la source de conflits perpétuels entre le Parti et la plupart de ceux qu'il parvint à faire élire.

Tout candidat devait, dès qu'il avait été désigné comme candidat, signer sa démission et la remettre au parti. Nul ne s'y dérobait. Mais, d'autre part, les élus devaient verser au parti une grosse partie de leur indemnité, de manière à n'en conserver que ce qui correspondait à un salaire d'ouvrier qualifié. Or c'était là que le bât blessait... Aussi, aussitôt élus, la plupart des députés ou conseillers municipaux du P.O.S.R. refusèrent-ils de payer la cotisation qui leur était imposée. Ce fut Faillet, conseiller municipal du IVe, qui, je crois bien, commença; puis, ce fut le tour de Dejeante et de Groussier, députés du XXe et du Xe respectivement. Le parti n'hésita pas; il envoya à qui de droit les démissions qu'ils avaient signées lorsqu'ils n'étaient encore que candidats. Ceux-ci durent donc abandonner leurs sièges, mais ils se représentèrent aussitôt — cette fois plus sous le patronage du P.O.S.R. —, et ils furent réélus... avec des majorités accrues. Seuls restèrent toujours fidèles au P.O.S.R. ses élus du XIe arrondissement, à cause de l'influence prédominante que le P.O.S.R. eut toujours dans cet arrondissement qui était sa vraie forteresse.

Subordination de l'action politique

A vrai dire, le P.O.S.R. ne s'émouvait guère des malheurs qui lui arrivaient avec ses élus, car il tenait en piètre estime l'action électorale et en moindre estime encore l'action parlementaire. S'il participait aux campagnes électorales, c'était uniquement dans le but de faire de la propagande, et la seule chose qu'il voyait dans les députés c'était leur carte de circulation en chemin de fer. A cette époque, les organisations ouvrières étaient, en effet, loin de rouler sur l'or comme c'est le cas maintenant, et c'était toute une affaire de trouver les fonds nécessaires pour payer le billet de chemin de fer, quand il fallait aller en province faire une réunion ; le député avait l'avantage de pouvoir faire un propagandiste gratuit; il ne devait être que cela.

N'allez pas croire cependant que les allemanistes n'accordaient de valeur qu'à la propagande et à l'éducation. Ce fut tout le contraire. L'allemanisme était avant tout d'action, mais

la seule action qui lui semblait importante, celle à laquelle toutes les autres lui paraissaient devoir être subordonnées, était *l'action syndicale*. La subordination de l' « action politique » à l' « action économique », comme on disait alors, fut sa caractéristique essentielle.

Statutairement, il comprenait d'ailleurs non seulement des « groupes d'études » — c'est ainsi qu'on dénommait les groupes chargés de la propagande et de l'action politique — mais aussi des syndicats. Il fut ainsi, en principe, un véritable parti *travailliste*, précédant celui, appelé d'ailleurs à de toutes autres destinées, qui allait être fondé plus de dix ans après en Angleterre sous le nom de Labour Party.

Cependant, ceci ne fut guère qu'une disposition statutaire. Il y eut bien, dans les débuts, un certain nombre de syndicats qui adhérèrent, mais la lutte était déjà trop vive entre deux autres conceptions : celle qui, avec les guesdistes et la Fédération Nationale des Syndicats, prétendait soumettre les syndicats aux partis politiques, et celle qui, avec les anarchistes et la Fédération des Bourses, entendait maintenir les syndicats totalement indépendants de tout parti politique, pour que la tierce position de l'allemanisme : mettre dans une même organisation syndicats et groupes politiques en subordonnant ceux-ci à ceux-là, puisse se faire une place. Très rapidement, il n'y eut plus de syndicats au sein du P.O.S.R., et celui-ci ne fut, en fait, composé que de groupes d'études.

Parti ouvriériste

On comprend qu'avec de telles conceptions le P.O.S.R. ne pouvait guère avoir de succès auprès des politiciens et intellectuels de tout acabit. Aussi, à la différence des autres partis, qui déjà regorgeaient de « bourgeois », le P.S.O.R. était-il composé exclusivement d'ouvriers, à quelques très rares unités près, — ce qui le faisait souverainement mépriser par les autres partis, si « ouvriers » que ceux-ci s'intitulassent. Un parti qui n'a comme « dirigeants » que des ouvriers, un parti qui prend au sérieux la formule « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », un parti qui n'accepte pas sa domestication par les intellectuels, fi donc !... : un parti « ouvriériste ».

Mais, et sans doute pour cela, sans doute parce qu'il ne faisait appel qu'à la capacité ouvrière pour sauver la classe ouvrière, son influence fut limitée à la partie la plus capable de la classe ouvrière, aux ouvriers qualifiés. Les organisations de province n'eurent qu'une vie fort réduite; ce fut essentiellement un *parti* parisien, le parti des ouvriers qualifiés parisiens. Nous avons déjà dit que le XIe était sa forteresse. C'est que cet arrondissement était peuplé, plus encore alors qu'aujourd'hui, de petits et moyens ateliers, à main-d'œuvre très hautement qualifiée. D'autre part, le syndicat parisien le plus important et le plus solide de l'époque — avec celui des typos — l' « Union Corporative des Ouvriers Mécaniciens », était rempli d'allemanistes.

Le Congrès de Londres

Dans le domaine international, le P.O.S.R. fut appelé à jouer un grand rôle dans une occasion mémorable du mouvement ouvrier. Au Congrès de Londres, en 1896, il fut au centre de la résistance contre les prétentions de la social-démocratie. On se rappelle quel était l'objet du débat : pour assister aux prochains congrès ouvriers internationaux, faudrait-il, ou non, accepter la nécessité de l'action électorale ? Une réponse affirmative excluait par cela même la plupart des syndicats qui, jusque-là, avaient été représentés, au même titre que les partis politiques et les divers groupes d'études, dans les congrès ouvriers. Le congrès, qui fut d'une rare violence, était partagé à peu près également en deux : d'un côté, l'Angleterre, partisan de laisser aux congrès leur caractère ouvrier; de l'autre, l'Allemagne, partisan de n'en faire que des congrès de partis politiques; dans la délégation française, d'un côté guesdistes et jauressistes fraternellement unis en faveur de la thèse social-démocrate, de l'autre allemanistes, vaillantistes, syndicalistes, anarchistes.

Au sein du congrès, la victoire resta finalement au camp ouvrier, mais, habiles aux manœuvres de comités, les social-démocrates parvinrent par la suite à imposer leurs vues pour l'organisation du congrès suivant, si bien que le congrès de Londres fut le dernier congrès *ouvrier* international. L'unité ouvrière, que la première Internationale avait réalisée en acceptant dans son sein toutes les tendances du mouvement ouvrier et toutes ses formes d'organisation, ce qu'avaient continué de faire les premiers congrès d'après la guerre de 70, se trouva à cette date définitivement brisée. Les « élites dirigeantes » s'arrogeaient désormais à elles seules le droit de parler au nom de ceux qu'elles prétendaient représenter.

La place du P. O. S. R. dans le mouvement ouvrier

On voit par ce rapide exposé de l'organisation, des idées et du contenu social du P.O.S.R., quelle est la place de celui-ci dans le mouvement ouvrier : il fut le chaînon qui relia l'Internationale — la première — au syndicalisme révolutionnaire.

Comme lui, l'Internationale, cet « enfant des ateliers parisiens mis en nourrice à Londres », avait été une organisation spécifiquement ouvrière; comme lui, elle groupait cercles d'études et syndicats (« sociétés de résistance »); comme lui, elle s'était créée par réaction contre l'action purement politique dans laquelle les partis politiques révolutionnaires (les « républicains » à cette époque) voulaient confiner la classe ouvrière; comme lui, elle s'était donné pour tâche principale l'action économique.

Le Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire s'était d'ailleurs si bien rendu compte de la filiation qui l'unissait à l'Internationale qu'il s'était contenté de prendre comme déclaration de principes, reproduite en tête de ses statuts, la fameuse déclaration inaugurale de l'Internationale rédigée par Marx :

« *Considérant que l'émancipation économique des travailleurs est le grand but auquel doit être subordonné tout mouvement politique...*

« *...L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.* »

Quant au syndicalisme révolutionnaire des années 1900, il n'a fait que pousser à leur conclusion extrême les principes posés par l'Inter-

nationale et le P.O.S.R. : au lieu de la subordination de l'action politique à l'action économique, action économique exclusive; au lieu de la réunion en une même organisation des syndicats et des « groupes d'études », le groupe d'études devait faire partie intégrante du syndicat qui, seul, assure la direction de toutes les formes d'activité sociale de la classe ouvrière. Par contre, en ce qui concerne les principes d'organisation, la C.G.T. reprit exactement les idées allemanistes : pas d'autres organismes « directeurs » dans la C.G.T. d'avant guerre qu'un comité confédéral composé exclusivement de délégués de chacune des fédérations et des bourses, comme le P.O.S.R. n'avait pas d'autres organes directeurs que ses comités fédéraux composés exclusivement de délégués de chacun de ses groupes.

Mais par cela même que le syndicalisme révolutionnaire fut l'héritier du P.O.S.R., il en causa la mort. Lorsqu'en 1905, au congrès du Globe, le P.O.S.R. disparut comme organisation en se fondant avec le Parti Socialiste Français (jauressistes) et le Parti Socialiste de France (guesdistes et blanquistes) au sein du nouveau parti unifié, s'il avait bien existé jusque-là en tant qu'organisation, en tant qu'esprit, l'allemanisme était mort depuis déjà plusieurs années. Le syndicalisme révolutionnaire avait vidé peu à peu le P.O.S.R. de ses éléments les meilleurs, de ceux qui représentaient le mieux ses caractéristiques propres; le P.O.S.R. était, de ce fait, devenu un parti comme les autres, ne s'occupant plus — comme les autres — que d'action électorale, et s'en occupant ...comme les autres. Depuis les années 1898-1900, relayé par la C.G.T., l'allemanisme avait disparu, ayant achevé sa tâche.

Socialisme ouvrier contre socialisme bourgeois

Cette tâche, elle s'inscrira dans l'histoire au fronton du *socialisme ouvrier.*

Plus le recul le permettra, et plus on s'apercevra, en effet, que, sous le même nom générique de socialisme, et sous le même drapeau, il existe depuis les tout premiers débuts du mouvement ouvrier, depuis le chartisme et même peut-être auparavant, deux courants profondément antagoniques qui se sont confondus parfois au sein de mêmes organisations, mais qui se sont opposés aussi parfois ouvertement et violemment, — deux courants qui représentent deux classes distinctes : le socialisme des ouvriers et le socialisme des bourgeois. Le socialisme ouvrier, qui entend réaliser l'émancipation réelle de la classe ouvrière, et le socialisme bourgeois qui entend utiliser la classe ouvrière pour émanciper des liens du capital la bourgeoisie « intellectuelle ». Le socialisme de ceux qui prétendent que les travailleurs ne s'émanciperont que conduits et commandés par une « élite dirigeante » (fatalement amenée à devenir, après la victoire, la classe dominante), — et le socialisme de ceux qui proclament qu'il est impossible que la classe ouvrière s'émancipe, si elle ne réalise pas cette émancipation exclusivement par elle-même. Ceux qui répandent l'illusion d'une émancipation possible par la dictature ou par la démocratie formelle du parlementarisme, parce qu'ils sont les futurs dictateurs ou les actuels parlementaires, et ceux qui prennent au sérieux les vérités du sublime couplet de l'*Internationale :*

Il n'est point de sauveur suprême...

C'est parmi ces derniers que l'histoire inscrira le Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire. Elle considérera l'allemanisme comme ayant été, à un moment donné, l'un des plus valeureux représentants du socialisme ouvrier contre le socialisme bourgeois.

R. Louzon.

Au Congrès socialiste

Le Parti socialiste S. F. I. O. a tenu ses assises à Mulhouse pour la Pentecôte, sous le signe de l'unité d'action et... la bienveillante protection de l'*Humanité.*

On pouvait jusqu'à présent reprocher au quotidien communiste de ne pas donner de compte rendu des congrès socialistes : des colonnes d'invectives en tenaient lieu. Félicitons l'*Humanité* d'avoir enfin changé de méthode.

Cependant, avec un peu de surprise on a pu voir le quotidien communiste passer d'un extrême à l'autre, c'est-à-dire de l'injure folle à la louange éperdue.

Le camarade Zyromski est à l'honneur. S'il se souvient d'une certaine époque, où il avait apporté tout son appui au Comité des 22, s'il a conservé les aménités que lui prodiguèrent à ce moment-là ses amis communistes d'aujourd'hui et qu'il les relise à la veillée, cela ne doit pas lui être sans saveur.

On saisit vite une des raisons de la louange communiste. Zyromski n'a-t-il pas déclaré à la tribune qu'il approuvait la déclaration de Blum à la Chambre, cette déclaration selon laquelle tous les travailleurs de ce pays se lèveraient pour défendre leur pays en cas d' « agression hitlérienne » ?

Cela suffit amplement pour mériter les compliments de l'*Humanité.* A notre humble avis, cela suffit aussi pour nourrir quelque doute sur la valeur révolutionnaire d'une « gauche » socialiste dirigée par Zyromski.

⁂

Le Congrès a exclu Frossard. Il pouvait difficilement faire moins.

Si nous en avions le temps, et le goût, nous retracerions la carrière de M. le ministre du travail, depuis le Congrès socialiste d'Amiens, où Jaurès le distingua, jusqu'au secrétariat du Parti communiste, où il fut un des plus acharnés adversaires de la tactique du front unique, en passant par le Congrès confédéral de Paris, en 1918, où il prononça un discours, sans oublier celui de St-Etienne (Congrès constitutif de la C.G.T.U.) où il dirigea la fraction communiste. Ne parlons pas du Parti socialiste qui ne s'est pas grandi en l'acceptant dans ses rangs.

Au ministère du travail, Frossard, recordman des renégats, aura mieux que tous autres la possibilité d'asservir le mouvement syndical — car il le connaît bien et il y a conservé des amis. Quant au Parti socialiste, eh bien ! il continuera allégrement à servir de marchepied à d'autres Frossard.

⁂

Blum a eu, comme Zyromski, les honneurs de l'*Humanité.* Il est d'ailleurs au mieux avec Thorez et le temps n'est heureusement plus où le quotidien communiste dénonçait les « chiens sanglants » de la social-démocratie.

« Nous ne pouvons que nous réjouir de son discours », écrit le camarade André Marty.

Il faut ajouter que Blum est, d'une part, revenu sur ce qu'il avait écrit de la déclaration de

Staline et que, d'autre part, il a tapé sans ménagements sur la petite fraction trotskyste du Congrès.

Comme dit encore l'*Humanité*, il leur a assené « un coup dont ceux-ci ne se relèveront pas... ».

« *Jeunes gens* — s'est écrié Blum — *vous qui, malgré votre âge encore frais, avez déjà passé par tant de partis, je vous invite à modérer vos arguments, à la fois contre le parti auquel vous appartenez actuellement et contre le parti dont vous étiez membres hier.* »

Blum défenseur du Parti communiste! On aura tout vu...

⁂

Nous n'avons guère de sympathie — pourquoi le cacherions-nous ? — pour certains membres de la fraction trotskyste que dirigeait le citoyen Molinié.

Mais il nous semble cependant que Blum a dépassé la mesure lorsqu'il leur a dit, un peu plus tard :

« *Si l'unité du Parti socialiste et du Parti communiste se faisait sans votre petit groupe, j'en prendrais très aisément mon parti.* »

Dans une certaine mesure, les trotskystes représentaient à Mulhouse un *esprit de lutte* dont le Parti socialiste n'est pas sans avoir besoin, et la déclaration de Blum prouve que d'ores et déjà les deux états-majors réunis sous le signe de l'opportunisme ne sont pas disposés à tolérer cet *esprit de lutte*.

Blum et Thorez veulent l'unité à condition de demeurer les maîtres absolus; l'opportunisme entend régner sans partage.

Quel avertissement pour ceux qui sont allés au Parti socialiste avec l'espoir de le voir devenir ouvrier et révolutionnaire !

⁂

On nous dira peut-être que nous nous attachons aux petits côtés, alors que des discours évidemment remarquables ont marqué le débat sur les conditions de la prise du pouvoir.

Nous nous excusons de ne pouvoir nous départir à cet égard d'un certain scepticisme nourri par l'expérience des partis politiques.

Des textes ont été votés. En eux-mêmes, il peut leur arriver d'être bien et d'enlever l'approbation. Mais ils ne sauraient faire oublier l'opération purement électorale qui se prépare.

Blum a écrit dans le *Populaire* du 16 juin :

« *...La base du rassemblement est recherchée dans un programme constructif et non pas seulement revendicatif; l'action commune sur ce programme est envisagée jusqu'aux prochaines élections générales et* MÊME *jusqu'au delà des élections.* »

Ce MÊME de Léon Blum est délicieux. Aussi pouvons-nous tirer l'échelle...

NOTES D'ÉCONOMIE ET DE POLITIQUE

L'Angleterre et l'Abyssinie

Quel jeu joue l'Angleterre à propos de l'Abyssinie ? Il est assez difficile de s'en rendre compte. Lorsque, il y a près de dix ans, l'Angleterre conclut avec l'Italie le traité dont nous avons rendu compte à l'époque, par lequel elle reconnaissait à l'Italie toute une zone d'influence en Abyssinie, c'était très simple : elle laissait à l'Italie les mains libres pour conquérir l'Ethiopie à condition d'en avoir sa part. Si l'Italie n'a pas, à l'époque, profité de la permission ainsi octroyée, c'est uniquement que la France ne le lui permit pas.

Mais aujourd'hui c'est la France qui laisse les mains libres à l'Italie, et c'est l'Angleterre qui ne veut plus ; pourquoi ? Raison d'impérialisme ? Parce que l'Angleterre veut se réserver à elle seule tout l'empire éthiopien ? C'est bien peu probable.

La véritable raison semble être une raison de politique intérieure. La classe ouvrière britannique est sincèrement, profondément pacifiste. C'est au nom de la paix qu'elle remporte ses succès électoraux répétés. En tentant d'empêcher la guerre de l'Italie contre l'Ethiopie, le gouvernement conservateur anglais veut donner des gages à l'opinion ouvrière de son pays; il veut montrer qu' « il travaille pour la paix », qu'il fait tous ses efforts pour « empêcher la guerre ». Efforts qui ne sont donc que de pure forme, et qui, par cela même, ne sauraient être efficaces.

Le Japon et la Chine

Par contre, s'il y a un domaine où les choses sont claires, c'est bien en Extrême-Orient.

On se rappelle peut-être que, dès les débuts de l'entreprise japonaise en Mandchourie, il y a bientôt quatre ans, nous avons dit que contrairement à l'opinion alors fort répandue, c'était *contre la Chine* et non contre l'U.R.S.S. que le Japon faisait son opération. Nous avons dit qu'il ne s'agissait nullement, comme on le prétendait, du début d'une « croisade antisoviétique », mais du début de *la conquête de la Chine*. Qu'il ne s'agissait ni de renverser le régime soviétique en Russie, ce dont le Japon se foutait royalement, ni même de s'emparer de la Province maritime russe avec Khabarovsk et Vladivostok, ce qui n'était que d'un intérêt très faible pour le Japon, mais qu'il s'agissait pour le Japon de s'emparer de toute la contrée nord de la Chine, c'est-à-dire la Chine jusqu'au Fleuve Bleu, artère maîtresse du pays.

Et lorsque, plus tard, les Japonais eurent débarqué à Shanghaï, puis durent se rembarquer, nous indiquâmes qu'ils avaient tenté ainsi de rééditer le coup de la France au Maroc, entamant la conquête par les deux bouts, qu'ayant échoué par le Sud à Shanghaï, ils redoubleraient d'efforts par le Nord. (Voir notamment : « La poussée vers Pékin », *R.P.* du 25 janvier 1933.) Depuis, les Japonais ont successivement occupé le Jéhol et le Tchahar, et les voici maintenant virtuellement maîtres des provinces de Pékin et de Tien-Tsin. Ce n'est plus qu'une question de semaines pour que tout le golfe du Petchili devienne une mer entièrement japonaise.

Si nous rappelons tout ceci, ce n'est pas pour le vain plaisir de constater que nous ne nous étions pas trompés, mais parce que le déroulement des événements de la manière exacte dont il était possible de les prévoir, montre qu'il s'agit du déroulement d'une situation logique, et qui, par conséquent, se continuera. *Le Japon est parti pour la conquête de la Chine*, au moins jusqu'au Fleuve Bleu. C'est là certainement l'un des événements historiques les plus importants des temps modernes.

Mais que font les Etats-Unis ? Vont-ils — chose invraisemblable — laisser se réaliser, sans protester, l'Asie aux Asiatiques ? Ou attendent-ils leur heure ? Et quand sonnera celle-ci ?

R. L.

Un livre de Boris Souvarine. — On signale la parution chez Plon d'un ouvrage de Boris Souvarine portant comme titre : *Staline. Aperçu historique du bolchevisme.*

LES PAYSANS ONT-ILS LEUR PLACE DANS LA SOCIÉTÉ MODERNE ? (1)

II. La propriété paysanne, monstruosité économique et facteur de conservation sociale

Cadre inégalable de production, la petite propriété paysanne l'a été tant que produire est resté un acte familial. « *Chaque métairie* », écrit M. Jean Yole dans un ouvrage paru chez Spes il y a quelques années et où, comme dans tant d'autres ouvrages du même genre, la désertion des campagnes est le sujet de développements pathétiques et de longues plaintes auxquels nous ne nous associons pas sans réserves, « *chaque métairie réalise un équilibre entre des besoins et des ressources... C'est la forme rationnelle de l'alliance de la famille avec la terre.* » D'accord, mais produire est devenu aujourd'hui un acte social; aussi, la propriété familiale en tant que cadre de production a-t-elle perdu toute raison d'être. Si la petite propriété paysanne subsiste, si elle résiste, si même elle se développe ici et là (il est vrai que la spontanéité du mouvement ne crève pas les yeux), c'est à l'abri, nous l'avons vu, d'une formidable protection douanière, et c'est aussi parce que le petit cultivateur, ignorant et bien stylé par une presse et par des dirigeants qui se donnent moins pour tâche de l'éclairer que de lui remonter le moral, se contente d'une rémunération dérisoire par rapport à l'effort qu'il fournit. Elle n'est plus que la survivance d'une époque révolue ou, comme aux Etats-Unis par exemple, que le refuge momentané de travailleurs jetés sur le pavé par les convulsions d'une économie nouvelle en gestation. Comme cadre de production elle a fait faillite; elle n'est plus qu'une position de recul ou d'attente, elle n'est même plus qu'une entrave à la constitution de l'économie dont le siècle du machinisme, de la spécialisation et de la vitesse a besoin, car elle est congénitalement impuissante, malgré les palliatifs de l'association et de la coopération, à s'étendre aux dimensions du chantier moderne. « Cellule essentielle de notre puissance agricole », écrit ce paysan du Danube qu'est M. Victor Boret. Nous disons, nous : monstruosité économique. « *La terre se meurt* », écrit de son côté M. R.-H. Drilhon dans le bulletin de l'association amicale des anciens élèves de l'Institut Technique de Pratique Agricole, « *la terre se meurt, qu'est-ce à dire? Ce qui se meurt, ce qui est mort, c'est la vieille ferme d'autrefois; et là où elle ne mourra pas, l'agriculture mourra.* » Et il ajoute cette phrase : « *C'est la paysannerie qui tue l'agriculture.* »

Voici d'autre part comment l'ex-camarade Hubert Lagardelle juge dans le *Sud-Ouest Economique* de mars 1931 les résultats économiques de l'émiettement du sol dans les pays danubiens :

« *La vérité est que tous ces pays en péril, comme la Roumanie, la Hongrie, la Yougoslavie, la Bulgarie paient un lourd tribut au régime exclusif de la petite propriété devenu la règle depuis la guerre quand il n'existait pas auparavant. Ces petites propriétés sans moyens techniques, sans moyens de transports, sans moyens de stockage, sans moyens de triage et de bonne conservation... n'ont pu produire à prix coûteux que des blés inférieurs.* »

Mais si, sur le terrain économique, l'infériorité de la petite propriété paysanne par rapport à la grande culture est reconnue par tout le monde, à la seule exception, je crois, des frères Hitier qui ont eu le front d'affirmer catégoriquement que les prix de revient de la petite propriété étaient plus bas que ceux de la grande exploitation, il paraît que sur le terrain social la petite propriété paysanne ne présente que des avantages. En agriculture, nous disent de bons apôtres, la démocratisation de la production ne doit pas être poursuivie comme dans l'industrie par la réglementation légale du statut du travail, mais par la consolidation, par la multiplication de la petite propriété.

Quelle tromperie ! Et comme il serait facile de montrer que les petits exploitants sont les grands exploités. Le sort du petit paysan est aujourd'hui plus misérable que celui de l'ouvrier agricole, plus misérable même que celui du chômeur. Malgré le chômage, en effet, les paysans continuent à abandonner leurs terres pour aller à la ville. En ce moment, plusieurs dizaines de paysans de la vallée d'Aspe quittent chaque année leurs montagnes pour venir principalement dans la région bordelaise. Beaucoup n'y trouvent aucun travail. Autrefois, ils préféraient se faire gendarmes ou douaniers à 700 francs par mois que de rester des culs-terreux. Aujourd'hui, ils préfèrent devenir des clochards.

Qu'il serait facile de montrer la duplicité des conservateurs sociaux qui, tout en réclamant une politique paysanne, s'appliquent à ce que l'on ne montre pas aux paysans le vrai visage de leur infortune. C'est, par exemple, M. de Vogüé, président des Agriculteurs de France, qui déclare :

« *Les petits paysans vivent au jour le jour, heureux quand ils font tomber un peu d'argent dans leur escarcelle. Jamais ils ne font leurs comptes; et peut-être est-il prudent de ne pas les engager à y regarder de trop près.* »

Qu'il serait facile de montrer que l'accession à la petite propriété doit être considérée en général, non comme un affranchissement, mais bien comme une consolidation de servitude. Les réformes agraires réalisées en Prusse en 1890, tendant à répartir des terres entre les paysans, le furent sur la demande même des grands propriétaires pour lutter contre le socialisme. De même les réformes agraires réalisées après la dernière guerre en Europe orientale, et dont on a vu les brillants résultats économiques, par peur du bolchévisme. Au contraire, Largo Caballero, ex-ministre du travail de la République espagnole qui l'incarcère aujourd'hui, animé par un double souci de progrès économique et de justice sociale, se prononçait catégoriquement en mai 1931 contre la répartition des terres entre les paysans, et préconisait un système de fermages collectifs. On sait également ce que les Soviets ont fait en Russie, les Soviets, c'est-à-dire la dictature du prolétariat, c'est-à-dire le gouvernement du peuple, c'est-à-dire la démocratie.

Qu'il serait facile de montrer que dans les pays où l'on fait une politique paysanne active, constructive, dans les pays où l'on fait de l'économie paysanne dirigée, si certains résultats techniques ont été obtenus, nous ne cherchons pas à le contester,

(1) Voir la *R. P.* du 10 juin.

on a abouti en définitive à une économie monstrueuse, acquise au prix d'une régression sociale indéniable. En Allemagne, dont la législation agraire est, s'il faut en croire M. Augé-Laribé, considérée d'un œil favorable par les paysans français, et en Italie, le paysan est attaché au sol, le paysan est un serf.

Mais parlons un peu du paysan français.

III. Le paysan, monstre social

Après la polyculture paysanne, monstruosité technique, après la propriété paysanne, monstruosité économique, que dire du paysan lui-même, qui travaille, qui vit, qui pense en marge de la société moderne, en dehors d'elle, sinon qu'il est un monstre social ? A une époque où la libération des hommes apparaît de plus en plus clairement comme ne pouvant être réalisée que par l'effort discipliné de tous, qui ne voit que la présence, dans un pays, de petits producteurs autonomes et jaloux de leur autonomie, pour lesquels l'intérêt du groupe, du foyer, représente encore, comme il y a plus de 2.000 ans, l'intérêt suprême, constitue un obstacle considérable qu'il faudra bien pourtant faire disparaître si l'on veut passer de la misère et du chaos présents à la prospérité et à l'ordre de demain. Obstacle d'autant plus considérable que, d'une part, l'influence des paysans s'exerce non seulement dans le domaine rural, mais encore sur toute notre politique : politique sociale, politique économique, politique extérieure (politique extérieure, par exemple, de paysan processif et roublard, à la Poincaré, à la Barthou), et que d'autre part, cette influence des paysans est encore accrue par notre système de représentation et de scrutin et continue à s'accroître au fur et à mesure que les campagnes se dépeuplent.

Que l'on n'oublie pas que les mots « paysan » et « païen » ont la même origine étymologique. Si le paganisme moderne consiste à ne pas avoir conscience de la solidarité humaine, à ne pas comprendre que l'activité de chacun, pour être pleinement féconde, doit s'intégrer dans l'activité ordonnée de tous et non pas s'exercer librement, si le paganisme moderne consiste à placer l'esprit de famille audessus du bien public, qui donc, je vous le demande, est plus païen que nos paysans ?

Aussi, lorsqu'on voit un député communiste accepter de défendre les intérêts des petits propriétaires individualistes de Lot-et-Garonne; lorsqu'on voit le Parti socialiste inscrire en tête de son programme agricole le *maintien* de la petite propriété paysanne; lorsqu'on voit la C.G.T. proclamer qu'elle ne ménagera pas ses efforts pour le redressement de la situation des paysans et publier dans le *Peuple* des articles d'économie rurale que ne désavouerait pas M. Firmin Bacconier qui écrit dans l'*Action Française*; lorsqu'on voit la *Tribune des Fonctionnaires* proclamer de son côté, en réponse aux attaques du parti agraire, que les syndicats de fonctionnaires réclament une organisation du pays qui garantisse aux paysans comme aux autres travailleurs le droit à la vie; lorsqu'on voit le Syndicat National des Instituteurs publier un hebdomadaire, *La Terre Libre*, où les paysans sont couverts de fleurs; lorsqu'on voit tous ces assauts de démagogie et que l'on est vraiment socialiste, et que l'on est vraiment syndicaliste, je pense que l'on est en droit de s'étonner et même de s'inquiéter.

Dans certains milieux syndicalistes et socialistes, on préconise, pour réaliser la république socialiste que nous appelons de nos vœux, la jonction du prolétariat avec les classes moyennes, avec les petits commerçants, les petits industriels, les paysans, avec toutes les victimes de la crise, proclame en particulier Robert Lacoste.

Je trouve que l'on va un peu fort. Allons-nous faire alliance avec M. François-Marsal, lui aussi victime de la crise ?

Pour ce qui est des paysans, il s'agit de s'entendre. Que nous apportions notre appui, tout notre appui aux travailleurs de la terre conscients des problèmes et des nécessités de l'heure, prêts à fournir, par leur travail raisonné et discipliné, la contrepartie des avantages qu'ils recevront de la société socialiste de demain, d'accord. Mais aux autres, à ceux qui veulent s'obstiner, sous la conduite de faux bergers, à rester des paysans traditionnels, à vivre sur leur lopin dans un splendide isolement, comme des loups ? J'avoue ne pas saisir l'intérêt, ne pas comprendre le sens de notre union avec eux. Les revendications de ces paysans-là ne doivent pas nous intéresser ; ces paysans-là, nous devons les laisser tomber.

Il ne faut pas nous leurrer. Comme Georges Valois a raison lorsqu'il dit qu'il faut que nous nous rendions compte que la grande majorité de la paysannerie française est absolument opposée à tout ce que nous désirons.

Je sais bien que Vitalis, prenant ses désirs pour des réalités, croit pouvoir affirmer dans la *Tribune des Fonctionnaires* du 9 juin 1934 que les masses paysannes de toute obédience confessionnelle, politique ou syndicale rejoignent les éléments ouvriers dans un anticapitalisme nettement agressif. Sans s'arrêter sur ce que peut avoir de malsonnant cette terminologie néo-socialiste, l'anticapitalisme des paysans est-il aussi certain que cela ? Ne s'agit-il pas, tout au plus, d'un antilibéralisme qui s'accommoderait très bien du cadre capitaliste ?

Autre argument de la *Tribune des Fonctionnaires* en faveur de sa thèse : « *Toutes les grandes œuvres de notre peuple n'ont-elles pas été,* dit-elle, *le résultat d'une action commune entre ouvriers et paysans ?* » Mais, répondons-nous, est-ce à dire qu'il en sera de même dans l'avenir ? Qui oserait le soutenir ? Les paysans ont agi autrefois en plein accord avec les ouvriers tant que l'action réformatrice ou révolutionnaire a été placée sous le signe du libéralisme. Mais étaient-ils avec la Commune, les paysans ? Et ne sont-ce pas les paysans du prince Starhemberg qui ont écrasé et massacré les socialistes viennois ? Mais voici les paysans, direz-vous, convertis à l'économie dirigée. Sans doute, mais dirigée par l'égoïsme corporatif ou familial le plus étroit, le plus borné, non par l'intérêt général. Convertis à l'économie dirigée, mais, n'en déplaise à Vitalis, pas au socialisme.

Robert Lacoste, qui écrivait dans la *Tribune des Fonctionnaires* du 16 janvier 1932 cette énormité : « *l'agriculture française est construite sur une base individualiste indestructible* », Robert Lacoste écrit dans la *Tribune* du 7 juillet 1934, dans un article où il examine la thèse dévaluationniste de M. Paul Reynaud : « *Pas de dévaluation sans économie nouvelle.* » Or, sur le terrain particulier de l'économie rurale, qui ne comprend que cette économie nouvelle que nous réclamons tous avec Lacoste, ne peut être qu'antipaysanne ?

Nous devons donc, non pas nous unir avec les paysans, car en le faisant ou bien nous nous lions les mains ou bien nous les trompons, mais les combattre. Car c'est de notre paysannerie que nous crevons, politiquement, économiquement, socialement. Comme l'écrit Drilhon : « *Que le petit producteur végète chez lui et reste sourd à toute idée d'organisation, au fond c'est son affaire; que tout le pays en souffre, c'en est une autre.* »

Aussi, lorsque, par contre, Vitalis déjà nommé écrit dans la *Tribune* du 12 janvier dernier : « *Voyez-vous, paysans, si nous avions le sentiment qu'un prix élevé du pain est la conséquence d'un prix du blé vous payant de vos peines et de vos soucis, nous ne protesterions pas* », lorsque Vitalis écrit cela, je dis qu'il prend ses lecteurs, fonctionnaires et paysans, pour des imbéciles.

IV. Conclusion

Il faut au pays, c'est ma conviction, et ce ne sont pas les minables paragraphes du plan de la C.G.T. consacrés à l'assainissement de notre économie rurale qui me l'ôteront, il faut au pays une agriculture spécialisée, mécanisée, concentrée. Il la lui faut absolument. Si les paysans veulent nous aider à la réaliser, ils seront les bienvenus; sinon nous nous dresserons contre eux, nous nous passerons d'eux. Ils se croient indispensables; ils se trompent bien. Il n'est pas besoin de paysans pour faire de bonne agriculture, au contraire, et ce n'est peut-être que lorsque nos campagnes seront à peu près vides de paysans qu'on pourra faire en France de l'agriculture rationnelle.

« *C'est une erreur énorme,* déclarait Georges Valois à l'issue de la conférence de Drilhon au C. N. O. F., *c'est une erreur énorme que d'admettre que le problème rural doit être exécuté en fonction des vertus traditionnelles des paysans.* » Cette erreur, beaucoup de socialistes, beaucoup de syndicalistes la commettent. Pour eux, comme pour Georges Duhamel, et je pense que l'on sent tout ce que ce rapprochement a de navrant, le paysan est tabou.

Je voudrais rappeler, pour conclure, qu'il ne l'a pas toujours été. Il fut un temps en effet où le socialisme français n'hésitait pas à affirmer par la bouche de Jules Guesde qu'il fallait « violer la classe rurale pour la féconder ».

C'est à l'abri de cette mâle formule que je veux terminer cet exposé pour lequel la *Révolution Prolétarienne* a bien voulu m'ouvrir ses colonnes.

Jean TEILHAC.

NOTES SUR L'U. R. S. S.

DEUX DISCOURS

Staline n'est pas bavard mais ses moindres discours sont les points de repère de l'orthodoxie sacrée et, propagés dans tout le pays, ils ont toujours une certaine importance pratique.

Les deux derniers datent du début de mai :

1. — Le lendemain de la grande revue militaire du 1er Mai, le gouvernement a réuni en banquet plus de mille sept cents officiers et « oudarniks » militaires représentant toutes les armes et toutes les régions. C'est devant cette crème de jeunes guerriers que Staline a porté un toast aux « héros », aux « braves », aux « faucons » de l'Armée Rouge. On s'imagine le spectacle, les hourras, les uniformes, les décorations, dans ces salles du grand palais du Kremlin qui en ont vu de ces genres de fêtes au cours des siècles.

Le nouveau est que Staline ajouta en insistant: « *A tous les bolcheviks : à ceux qui sont membres du parti comme à ceux qui n'en sont pas.* »

Le parti est une caste sur laquelle on peut s'appuyer pour manœuvrer et régner, mais en cas de grand bouleversement — comme la guerre — cela ne suffit plus, il faut une base beaucoup plus large d'autant plus que la forte proportion des membres du parti chez les officiers supérieurs (voir *R. P.* n° 196 du 10-4-35) risque de nuire à la cohésion de l'Armée Rouge en opposant les chefs, presque tous communistes, aux soldats. C'est là la signification de ce toast. D'autre part, on ne peut nier à Staline un habile réalisme dans l'art d'entretenir sa popularité.

2. — Deux jours plus tard, le 4 mai, Staline remettait ça dans le même palais devant les promotions sortantes de cinq académies militaires (les Polytechnique et Saint-Cyr de l'U. R. S. S.). S'adressant à ces futurs officiers, il leur fit l'éloge des chefs, des dirigeants dans tous les domaines de la société nouvelle.

« *Nous avons,* dit-il, *des fabriques, des usines, des kolkhozes, des sovkhozes, une armée; nous possédons une technique, mais nous manquons d'hommes ayant une expérience suffisante pour tirer de tout cela le maximum possible.* »

Et plus loin :

« *...Si nos usines modernes, nos sovkhozes, notre armée avaient suffisamment de cadres de valeur, le pays en tirerait trois et quatre fois plus de résultats. Voilà pourquoi nous devons maintenant porter tout notre effort sur les hommes, les cadres, les maîtres de la technique, et notre nouveau mot d'ordre doit être : « Les cadres avant tout.* »

Pour apprécier à sa juste valeur le nouveau mot d'ordre, il faut se rappeler l'ambiance dans laquelle il va être propagé et appliqué : c'est à la fois un régime où règnent le *Plan,* la *Technique,* la *Fonction* et le *travail à la chaîne* ou *aux pièces* et un régime de dictature politique personnelle qui s'oppose à la nouvelle structure économique.

L'industrialisation forcenée et la collectivisation ont amené le développement rapide d'une classe de spécialistes et de « responsables » — issus pour la plupart des classes travailleuses (ouvriers et paysans) — qui prend d'autant plus conscience de son importance capitale dans la vie économique et sociale que la croissance et la complication de l'appareil d'Etat la rendent plus indispensable.

Ce ne sont pas des bureaucrates étroits et amorphes comme on le croit trop souvent. Non, ce sont des jeunes gens ayant de l'étoffe, de l'énergie, et atteignant souvent dans l'exercice de leurs fonctions un sens des affaires, un esprit de décision et une ampleur de vues que pourraient leur envier bien des « businessmen » américains.

Membres du parti pour la plupart, c'est cependant du travail *concret* de direction de l'économie ou de l'administration qu'ils sont presque exclusivement occupés et c'est ce côté « *concret* » de leur activité qui domine de plus en plus le côté « membre du parti ».

Ils tendent tout naturellement à un niveau de vie matérielle privilégié et mûrissent peu à peu pour exercer un pouvoir qui leur revient là où règnent la science et la technique.

Il paraît encore trop tôt pour dire que Staline leur cède la place ou se met à leur remorque, mais son nouveau mot d'ordre montre qu'il voit le problème. Il a poussé à la formation d'une classe dont il ne peut plus ignorer les intérêts, et maintenant il use de sa toute-puissance pour en rehausser le prestige.

Pratiquement, les « cadres » bénéficieront du nouveau tournant, surtout au point de vue matériel. Là où ils travaillent, leur autorité morale en sera bien accentuée, mais dans le domaine politique le pouvoir exclusif restera dans les mains des cadres du parti (les préfets, sous-préfets et autres).

Le bolchevisme, et Staline en particulier, nous ont habitués aux zigzags les plus inattendus, mais,

sans exagérer l'importance de celui-ci, il apparaît beaucoup plus que bien d'autres dans la voie historique de l'avènement d'une nouvelle classe privilégiée autre que la bourgeoisie. L'avenir seul dira si Staline a décidé de normaliser le régime. Mais se rend-on compte suffisamment en Occident du rôle bien restreint que joue le prolétariat dans toute cette après-révolution russe ? N'aura-t-il pas été qu'un instrument naïf ?

LES PROMOTIONS DU 1er MAI

Comme ailleurs, pour la fête nationale il y a de nombreuses promotions, d'autant plus nombreuses que pendant les premières années de la Révolution la nouvelle classe dirigeante était encore trop informe pour s'occuper à décorer ses héros. On met les bouchées doubles pour rattraper le retard.

La hiérarchie des décorations est déjà très compliquée : tout en haut, l'Ordre de Lénine ; puis celui de l'Etoile rouge, celui du Drapeau rouge, celui du Travail et différentes citations à l'ordre des divers fronts de la vie sociale.

Qui décore-t-on ?

Tout simplement des officiers, des hauts fonctionnaires (préfets, chefs de la Guépéou et autres), des capitaines d'industrie (directeurs et techniciens), des académiciens et des professeurs, des écrivains et artistes officiels, des héros nationaux (parachutistes, pilotes, etc.), et enfin des travailleurs de choc, assez peu d'ailleurs et des ordres inférieurs surtout, celui du Travail par exemple.

La remise des décorations a lieu solennellement au Kremlin, avec discours et poignée de main du président du Comité Exécutif des Soviets, Kalinine.

Cette année, on remarque comme curiosité l'attribution de l'ordre de Lénine aux professeurs Vorobiev et Zbarski pour « services exceptionnels rendus dans la conservation du corps de Lénine » (1). (On sait que celui-ci, embaumé et conservé sous verre dans un mausolée de marbre gardé constamment par deux factionnaires d'élite baïonnette au canon, au centre de Moscou, est un objet de pèlerinage qu'on montre aux délégations de passage et aux enfants des écoles.)

QUELQUES SALAIRES

Les différences de salaires sont très grandes en U. R. S. S.

A Moscou, par exemple, le salaire mensuel d'un ouvrier varie de 70 à 300 roubles; d'un petit employé, de 80 à 200 roubles; d'un spécialiste, d'un professeur, d'un « responsable », de 350 à 2.000 roubles et plus; les pensions ouvrières, de 25 à 50 roubles; les pensions spéciales (veuves et enfants de personnalités éminentes du régime), de 250 à 750 roubles. (Les communistes n'ayant plus aucun plafond de salaire depuis déjà pas mal d'années.)

Mais on n'avait pas encore vu glorifier le haut salaire du dirigeant. Maintenant, c'est devenu possible : le journal de l'industrie *Za Indoustrializatsion* du 8-5-35 et, à sa suite, les *Izviestia* du 9 mai donnent en exemple le chef des hauts fourneaux de l'usine de Krivorog (Ukraine), Silévitch, qui a touché en avril un salaire de 3.300 roubles en vertu d'une règle nouvelle de cet établissement qui veut que les spécialistes (techniciens) qui font rendre à leurs ateliers plus qu'il n'était prévu par le « plan » ont leur salaire multiplié par un coefficient allant jusqu'à 2,5.

Quand on saura que dans la même usine il y a des manœuvres ne touchant guère plus de 100 roubles par mois, on pourra apprécier la nouveauté et la vitalité d'un régime de production où l'ouvrier travaillant aux pièces et à la chaîne dans des usines modernes, ses chefs sont aussi largement intéressés à la productivité.

LIQUIDATION DE L' « ASSOCIATION DES VIEUX BOLCHEVIKS »

Par décision du 25 mai 1935, le Comité Central du parti a dissous la « Vieille Garde » — comme on l'appelait au temps de la lutte contre Trotsky, car c'est sur elle que s'appuya tout d'abord Staline pour abattre Trotsky plutôt soutenu par les jeunes.

Les bolcheviks de la première heure, ceux qui étaient déjà de la fraction bolchevique avant la révolution, les fidèles de Lénine en somme, avaient conservé un esprit de corps certes bien amoindri depuis la dictature stalinienne, mais tout de même ces anciens « illégaux » et révolutionnaires professionnels chevronnés — qui avaient connu le rôle de troisième plan joué par Staline dans la lutte contre le tsarisme et qui, pour plusieurs, lui avaient été égaux ou supérieurs dans la bataille — ne pouvaient pas éprouver le même enthousiasme que les jeunes pour la grandeur soudaine du maître. L'existence elle-même d'un tel groupement avait quelque chose d'archaïque rappelant un passé plus glorieux pour d'autres que pour le maître actuel. Et puis qui sait, malgré une soumission complète, quelques-uns des vieux pourraient peut-être retrouver au jour propice un peu de leur courage d'antan et se retourner contre celui qui les avait si bien roulés!

D'autre part, le titre de membre de l'association — lorsqu'on était dans la ligne, naturellement — donnait droit pour le moins à une sinécure, tandis que bien des jeunes devaient lutter de fidélité au grand maître pour mériter un privilège.

C'est cette inutilité de la « Vieille Garde » et la poussée solide de ceux qui doivent tout à Staline qui l'ont décidé à liquider l'association.

M. YVON.

P.-S. — Dans les notes précédentes, le passage suivant a été omis (après le sous-titre « Suppression des cartes d'approvisionnement ») : « Par décret du 7-12-34, le Conseil des Commissaires du Peuple supprime, à partir du 1-1-35, les cartes d'alimentation en ce qui concerne le pain, les légumes secs et les dérivés de la farine. (Pour le reste : viande, graisses, sucre, etc., le rationnement continue.) »

(1) *Izviestia* du 1-5-35.

EN PASSANT

Pas de tournant ! — Si nous en croyons les commentaires de l'*Humanité* à propos d'une déclaration de Laurent au Congrès des Cantonniers (14-6-35) « *il n'y a aucun tournant dans la ligne politique du Parti et de la C.G.T.U.* ». Comme toupet, on trouverait difficilement mieux.

⁂

« *Des hommes comme Grumbach...* ». — Dans l'*Humanité* du 15-6-35, Cachin épilogue sur le Congrès socialiste de Mulhouse et note que nulle voix ne s'y est élevée contre l'Union Soviétique. Cachin ajoute : « *Au contraire, des hommes comme Grumbach ont signalé l'intérêt de premier ordre que présente l'étude des réalisations de nos camarades de l'U.R.S.S.* » Pour les jeunes, précisons qu'il s'agit bien de l'Homo-Grumbach de l'*Humanité* de guerre. Précisément, quand nous voyons des hommes comme lui louer l'U.R.S.S., cela ne nous rassure pas, au contraire.

⁂

Tout doux, Frachon ! — Benoît Frachon (on ne fait pas mieux dans le genre benoît, aujourd'hui) s'indigne parce que le *Populaire* ose encore publier les articles de l'hérétique Dumoulin. Nous voulons croire que le *Populaire* ne se laissera pas impressionner par les rodomontades de Benoît. Quand on connaît le personnage, et qu'on se souvient de certains de ses propos, ce qui surprend, en effet, c'est qu'un organe ouvrier puisse encore publier la prose de Benoît Frachon.

⁂

Un numéro du « Semeur » pour répondre à la trahison de Staline. — Le *Semeur* (boîte postale, Falaise, Calvados) consacre son numéro de juin à l'analyse de la nouvelle politique de la IIIe Internationale, à ses conséquences dangereuses pour la paix et les travailleurs de ce pays, si le mot d'ordre du chef de cette Internationale était suivi de mettre sac au dos et d'approuver les armements de nos impérialistes.

VERS L'UNITÉ SYNDICALE

Les deux directions confédérales ont décidé de renouer les pourparlers en vue de l'unité syndicale, tel est l'événement qui a marqué le début du présent mois. Une réunion aura lieu le 27 à la C. G. T.

Tous les ouvriers syndiqués s'en réjouiront, d'autant plus qu'il semble bien qu'on ne puisse plus, cette fois, de quelque côté que ce soit, dresser de nouvel obstacle infranchissable.

L'obstacle sur lequel les pourparlers du début de l'année avaient échoué, les fractions, le droit reconnu aux membres d'un parti politique de se réunir à l'intérieur du syndicat pour se concerter, cet obstacle les communistes, par la déclaration de la C.E. de la C.G.T.U. du 7 juin (reproduite aux faits et documents), ont décidé de le retirer. Très bien!

Ne nous préoccupons pas des mobiles qui les ont poussés; sans doute ne savent-ils pas exactement eux-mêmes pourquoi ils condamnent les fractions après les avoir tant défendues; ne nous arrêtons pas plus à remarquer que la démocratie n'est pas très grande dans un mouvement où il suffit d'une décision de Bureau politique ou de Commission Exécutive pour annuler des décisions de congrès; n'épiloguons pas enfin sur les raisons qui poussent Moscou à liquider la C.G.T.U.

Non! Ce qui compte, c'est que cette liquidation est maintenant décidée et qu'à moins d'un retour de flamme, l'unité syndicale est proche.

⁂

La résolution de la C.E. de la C.G.T.U. a trouvé, à la C.A. de la C.G.T., un accueil favorable, traduit dans la déclaration officielle que nous reproduisons également plus loin. Il faut aussi, croyons-nous, se réjouir de cet accueil.

Non que certaines remarques savoureuses ne puissent être faites à ce propos. Par exemple, il n'est bruit, dans nos milieux syndicaux parisiens, que de l'assagissement remarquable des communistes ; c'est ainsi qu'au-dessus de la déclaration de la C.E. de la C.G.T.U. relative à l'unité, on pouvait lire une autre déclaration du même organisme tendant ni plus ni moins à favoriser, à appuyer une nouvelle formation gouvernementale de bloc des gauches.

Après énumération d'un programme tout ce qu'il y a de minimum, cette seconde déclaration poursuit en effet :

« La C.G.T.U., tout en estimant que l'action des syndicats doit s'exercer en dehors des gouvernements, déclare qu'elle appuiera toutes mesures tendant à l'application du programme énoncé ci-dessus. »

Sans doute ouvre-t-on plus largement les bras aux communistes que ces mêmes communistes s'avèrent de plus en plus disposés à soutenir les formules mêmes du plan dit de la C.G.T., et même, selon une parole entendue ces jours-ci d'une bouche autorisée, dans six mois à défendre Jouhaux. Qu'importe!

Encore une fois, ce qui compte, c'est que l'unité va se faire. L'unité possède une valeur par elle-même, une valeur immense. Pour que le syndicalisme renaisse, il faut d'abord *qu'elle se fasse. La duplicité des uns et des autres, leurs habiletés, leurs manœuvres, ce sont des à-côtés; ces comptes se régleront après, à loisir.*

Unité d'abord!

⁂

Les précisions sur la représentation proportionnelle dans les organismes de direction ainsi que sur les rapports du mouvement syndical unifié avec les formations extérieures, ces précisions sont du domaine du Congrès d'unité, et de lui seul.

C'est au Congrès d'unité et à lui seul qu'il appartiendra d'établir la nouvelle charte du syndicalisme.

Il ne faut pas laisser mettre de nouveaux bâtons dans les roues de l'unité.

Il faut que les deux prochains Congrès confédéraux, prévus pour la même date, se réunissent en commun sitôt le vote sur le rapport moral.

Il faut que le Congrès unique délibère sur les modalités des fusions, de la base au faîte.

Il faut qu'au 1er janvier 1936, les ouvriers syndiqués de ce pays aient tous en poche la même carte confédérale.

C'est désormais possible.

Les syndicalistes révolutionnaires sauront y travailler, comme ils sauront, après l'unité, définir les moyens les meilleurs pour la réalisation du vieux mot d'ordre de la classe ouvrière française : « Bien-être et Liberté ».

Une délégation des instituteurs à la C. G. T.

L'*Ecole Libératrice* du 15 juin publie un compte rendu de la réunion tenue le 6 par le bureau du Syndicat national des instituteurs. Nous en détachons ce passage :

Delmas fait connaître au bureau les renseignements qu'il possède sur les événements politiques. Il explique les raisons de la chute du ministère Bouisson. Les tentatives faites pour aboutir au regroupement des forces de gauche, malgré certaines bonnes volontés, ne paraissent pas susceptibles d'aboutir.

La C.G.T. — Jouhaux étant à Genève, à la Conférence internationale du travail, — n'a pas accepté de prendre une initiative. Avec beaucoup de difficulté, les militants de quelques fédérations ont obtenu la publication d'un communiqué. A la demande de Delmas, réclamant la réunion de la Commission administrative, il a été répondu que celle-ci se réunirait comme il était convenu, le 14 *juin. Cette situation ne peut plus durer.*

Vivès montre que les événements se déroulent suivant une logique implacable. Actuellement, des groupements opposés de gauche et de droite se forment et le centre ne peut plus vivre. L'un des deux groupements prendra immanquablement le pouvoir. Il est indiscutable que les difficultés causées sont d'ordre économique et social. La C. G. T. devrait donc intervenir. La place de Jouhaux, actuellement, est à Paris. Vivès propose que le bureau du S. N. intervienne immédiatement auprès de la Fédération des Fonctionnaires et que la C. G. T., alertée dans la journée, demande à Jouhaux de revenir.

Après un débat dans lequel interviennent Mme Roulet, Lapierre, Presson, Cornec, Auriaux, Jacquemard propose l'envoi immédiat d'une délégation au bureau de la C. G. T.

Après quelques explications complémentaires de Giron, Delmas résume la discussion.

Il est décidé d'envoyer immédiatement à la C. G. T. une délégation composée de Delmas, Vivès, Auriaux, Mme Pichorel, Presson, Cornec, Jacquemard, Mlle Hielle, Mme Roulet.

Laurent et Neumeyer, invités par le bureau, donnent sur les événements l'opinion du bureau de la Fédération des Fonctionnaires. Neumeyer accompagne la délégation du S. N. à la C. G. T.

Plus loin, nous trouvons encore ces lignes :

Vivès rend compte de la réception de la délégation du bureau par Lenoir et Bothereau. Les dirigeants de la C. G. T. ne croient pas le danger imminent. Ils restent convaincus que la crise étant politique, la C. G. T. n'a pas à intervenir auprès des partis. Cependant, Jouhaux sera, par télégramme, mis au courant de la situation; s'il rentre à Paris, la Commission administrative sera convoquée.

Vers l'unité syndicale

*Voici le texte de la déclaration de la Commission Exécutive de la C. G. T. U. publiée par l'*Humanité *du 7 juin :*

La réalisation d'un programme positif de revendications exige une vigilance et une action soutenues des masses laborieuses contre les forces capitalistes. En premier lieu, la classe ouvrière doit être unie dans des syndicats puissants, combatifs, organisant et dirigeant l'action de la classe ouvrière dans les entreprises et dans le pays.

La C.G.T.U. regrette que la direction de la C.G.T. n'ait pas compris, jusqu'alors, l'urgence qu'il y avait à réaliser une seule C.G.T. en France et qu'elle se soit attachée à formuler de nouvelles exigences à chaque concession des syndicats unitaires.

La C.G.T.U. est cependant décidée à surmonter les hésitations et les résistances. Plaçant au-dessus de tout la défense de la classe ouvrière, désireuse de mettre un terme à la misère des masses et de réaliser un programme d'action, elle a le souci d'éliminer toutes les objections faites jusqu'à ce jour à la réalisation de l'unité syndicale.

Elle est persuadée que l'ensemble des adhérents des syndicats unitaires comprendront et approuveront cette attitude unitaire, même lorsqu'il s'agit de répondre à des exigences injustifiées.

La direction de la C.G.T. ayant déclaré que le seul obstacle qui s'opposait à la réalisation de l'unité était la question des fractions, la C.G.T.U. fait la déclaration suivante :

1° *Les syndicats rassemblant les ouvriers de toutes opinions doivent être absolument indépendants du patronat, du gouvernement et des partis;*

2° *Les assemblées et congrès syndicaux sont seuls qualifiés pour prendre les décisions intéressant la vie des organisations;*

3° *La démocratie syndicale doit donner à chaque syndiqué la garantie qu'il peut, à l'intérieur du syndicat, défendre librement son point de vue sur toutes les questions intéressant la vie de l'organisation;*

4° *Les décisions d'action, prises à la majorité, doivent être appliquées par tous les membres de l'organisation;*

5° *Aucune possibilité de sanction ou d'exclusion pour délit d'opinion ne doit être contenue dans les statuts des organisations syndicales;*

6° *Pour garantir le libre jeu de la démocratie syndicale et la cohésion des organisations unifiées, la C.G.T.U. propose la représentation proportionnelle dans les organismes de direction, à l'exemple des unions de réseau unifiées;*

7° *La liberté d'opinion et le jeu de la démocratie syndicale ne doivent pas entraîner la constitution dans les syndicats d'organismes agissant comme fraction. Chaque syndiqué étant entièrement libre d'adhérer et de militer dans les organisations politiques et philosophiques de son choix, il ne peut se réclamer dans le syndicat que de sa qualité de syndiqué;*

8° *L'indépendance des syndicats à l'égard des autres groupements ne doit pas signifier la neutralité du mouvement syndical pour les autres formes de la lutte de classe, mais il faut rechercher toutes les possibilités de lutte commune avec les organisations qui se placent également sur le terrain de la lutte de classe.*

En agissant ainsi, la C.G.T.U. est convaincue de répondre aux désirs des syndiqués de toutes tendances ainsi que de la population laborieuse de notre pays. Elle espère que cette nouvelle concession de sa part mettra fin aux discussions qui ont fait perdre un temps précieux, que les fusions syndicales se développeront sans retard et qu'en accord avec la C.G.T. pourront être déterminées les modalités et la date du congrès d'unité.

A ce texte, la C.A. de la C.G.T. a fait la réponse suivante (Peuple, 15 *juin*) *:*

Réunie le 14 juin, la C.A. de la C.G.T. fut saisie d'une lettre de la C.G.T.U. proposant la reprise des pourparlers pour la reconstitution de l'unité syndicale.

Cette demande se rapportait à une nouvelle résolution votée par la Commission Exécutive de la C.G.T.U.

La C.A. de la C.G.T. enregistra avec intérêt les nouvelles dispositions contenues dans cette résolution et qui impliquent l'abandon de certains points essentiels qui, jusqu'à ce jour, constituèrent une partie importante des obstacles auxquels se heurtait la reconstitution de l'unité.

La C.A., en présence de ces nouvelles propositions, a considéré que les pourparlers pouvaient utilement être repris et a décidé de répondre favorablement à cette demande.

Une commission de cinq membres fut désignée et la date de la première entrevue sera fixée d'un commun accord.

La déclaration de Staline et la presse ouvrière

La déclaration de Staline « comprenant » et « approuvant » les mesures militaires du gouvernement français a soulevé dans les milieux ouvriers, chez les militants, une très grande émotion.

*Nous ne tirons aucune fierté d'avoir depuis longtemps dénoncé une politique qui devait en arriver là. Mais quand nos camarades de l'*Etudiant Socialiste, *qui nous suivent toujours avec beaucoup de sympathie, expriment le désir de nous voir critiquer la position communiste « avec plus de calme et d'impartialité », nous sommes obligés de leur répondre que la déclaration de Staline ne peut provoquer que l'indignation. Et c'est bien de l'indignation que nous trouvons dans toute la presse ouvrière libre.*

*Dans l'*Ecole Emancipée *du 9 juin 1935, la camarade C. Audry rappelle fort opportunément des déclarations faites par Monmousseau, au nom de la C.G.T.U., au dernier Congrès de la Fédération unitaire (août 1934), c'est-à-dire il y a moins d'un an, et notamment celles-ci :*

MONMOUSSEAU. — ...Si, ayant signé un pacte avec l'impérialisme français, nous qui ne pouvons pas et ne voulons pas détacher notre activité révolutionnaire de masse du destin du prolétariat révolutionnaire de ce pays, nous qui voulons défendre l'U.R.S.S. comme nos yeux (le sentiment n'a rien à faire ici), à quoi nous entraînerait une telle politique? Les camarades avaient raison; en supposant la possibilité que nous adoptions dans un cas ou dans l'autre cette politique, nous aboutirions à prendre position aux côtés de notre impérialisme et à réaliser l'union sacrée. Mais dites-moi, que mériteraient — je parle sérieusement — des militants qui auraient une telle pensée dans la cervelle, dans la période même où la guerre est proche de nous — vous le savez tous — qui viendraient faire dans le pays une propagande pour l'unité d'action et pour l'unité syndicale avec la pensée que nous allons entraîner les masses derrière notre Etat impérialiste. *Je vous le dis, ce serait cent fois pire que la trahison de 14, parce qu'elle serait concertée.* En effet, alors que nous sommes convaincus que dans la trahison des chefs il y a deux parts, l'une de capitulation, l'autre d'erreur idéologique, celle-là ne pourrait absolument pas être excusée pour nous. Je veux vous laisser libres d'émettre le jugement que vous voudrez contre les militants qui oseraient présenter l'unité comme une telle trahison, *qui, en effet, piétinerait tout ce que nous avons dit et fait* contre la guerre, mais aussi tout ce qu'a dit Lénine et tout ce qu'a dit et répété l'Internationale, mais aussi tout ce qu'a dit et répété Staline. *Ce serait répudier tout l'enseignement de la lutte des classes, à savoir que dans l'Etat capitaliste, quelle que soit la forme du pouvoir bourgeois, la guerre est un acte contre la classe ouvrière, et participer à la défense nationale, c'est trahir.*

La camarade Audry pose à Monmousseau des questions embarrassantes :

Après la signature du pacte franco-russe et la déclaration de Staline :

— La Russie est-elle encore « le pays du socialisme »?

— La Russie agit-elle encore comme un peuple « qui veut la paix »?

— « Tout l'enseignement de la lutte des classes » est-il oui ou non « répudié »?

Qu'on ne vienne point nous dire que, les conditions ayant changé, la tactique doit suivre, ou alors il ne fallait pas, il y a dix mois, *invoquer les principes*, il ne fallait pas dire : « jamais ». Que penser — en admettant qu'il pût s'agir de tactique seulement — de l'imprévoyance de militants responsables tels que Monmousseau, de militants chez lesquels une « erreur idéologique » de cet ordre serait, de son propre aveu, inexcusable?

Que Monmousseau se soumette ou se démette, il doit le faire ouvertement. S'il se soumet, nous n'aurons point recours pour le juger à d'autres paroles que les siennes.

Dans le Bulletin des Instituteurs du Cantal (juin), A. Veiller écrit :

Et je vous avoue n'avoir aucune envie d'aller me faire casser la figure pour la plus grande gloire de Staline. Je demande seulement que le gouvernement français autorise les engagements volontaires afin de permettre à nos communistes de voler au secours de la « Patrie des Prolétaires »...

Mais le pacte franco-soviétique servira à quelque chose; il sera utile au gouvernement français pour justifier devant les masses ouvrières sa politique d'armements.

Révolution, *organe des jeunes socialistes (juin 35), a ouvert une enquête sur la question et publie cette résolution (votée à l'unanimité) du Comité national des jeunesses :*

Le Comité national des jeunesses socialistes, après avoir pris connaissance du pacte franco-soviétique et des paroles de Staline, affirme vouloir continuer plus que jamais avec acharnement sa lutte contre les deux ans et contre le militarisme.

Il est persuadé que les pactes militaires nous conduisent tout droit à la guerre.

Le devoir de la classe ouvrière est de lutter sans répit contre l'impérialisme de son propre pays.

Il ne compte pas sur les gouvernements bourgeois pour assurer le désarmement général simultané et contrôlé. Seule l'action autonome de classe du prolétariat assurera la paix du monde.

D'une réponse du Comité des Intellectuels (Vigilance) *à* Monde *(n° du 13 juin 1935), nous détachons ce passage :*

La déclaration qui a clôturé les entretiens Staline-Laval prévoit expressément des négociations avec l'Allemagne. C'est donc que, quelles que puissent être les intentions de Hitler, il est essentiel d'obtenir de lui des engagements librement consentis, publiquement pris devant le peuple allemand et devant le monde! Car on a vu, après la violation de la neutralité belge, que rompre de tels engagements coûte cher!

Si Hitler ment, pourquoi donc ne voulez-vous pas que la preuve de son mensonge soit administrée au peuple allemand et au monde?

Si Hitler ment, que peut-il espérer de mieux que le silence fait sur ses propositions, que leur refus formellement exprimé ou simplement sous-entendu... Dans deux mois, il pourra se retourner vers le peuple allemand et lui dire : « Vous avez connu nos propositions. Nous avons formellement proposé la limitation et la réduction des armements; nous nous sommes déclarés prêts à signer toute convention. C'est la volonté des gouvernements étrangers qui impose au peuple allemand le fardeau des armes. »

C'est pourquoi nous avons dit : « *Ce serait trahir la paix et mettre aux mains d'Hitler une arme de plus que d'écarter ou d'ignorer de telles propositions.* »

Hitler ne peut entraîner le peuple allemand à la guerre que s'il lui persuade que les autres puissances ne lui donneront jamais une paix honorable, qu'elles veulent son encerclement et son anéantissement. Ce sont de telles excitations qui ont été, grâce à la politique des puissances capitalistes, et qui continuent d'être les meilleures armes de Hitler. Nous, antifascistes, prenons garde de forger les armes d'Hitler!

Pour détromper le peuple allemand, il ne suffit pas que nous lui fassions des déclarations d'amour platoniques, car de telles déclarations ne prouvent rien. Wilson en faisait pendant la guerre, et en 1870 le roi de Prusse déclarait combattre seulement l'Empereur et non les Français. Nous, antifascistes, nous devons prouver au peuple allemand, par des actes, que nous voulons une paix honorable pour lui, que nous voulons pour tous le désarmement.

Pour persuader le peuple allemand, ce n'est pas une bonne méthode de lui dire que Hitler (seul de tous les gouvernements capitalistes et fascistes !) veut la guerre. Mais il faut obliger Hitler à se démentir, face au peuple... ou bien à consentir à des engagements de paix. Car la dérobade devant le peuple lui sera difficile. C'est la chance de la paix.

L'Etincelle, *sous la plume de Maurice Maurin, relève* (30-5-35) *que Cachin a écrit : « Quand Laval va à Moscou en missionnaire du capitalisme français, Staline salue en lui* non le maire réactionnaire d'Aubervilliers, *mais le représentant d'un grand pays... » En écrivant cela, Cachin a commis, selon Maurin, « une odieuse diversion et un mensonge », et, pour preuve, il cite d'après le* Temps *du 17 mai les discours prononcés lors de la réception officielle de Laval par le Soviet de Moscou :*

LE DÉJEUNER A L'HÔTEL DE VILLE DE MOSCOU

Au déjeuner offert en son honneur, mercredi, à l'Hôtel de Ville de Moscou, par le président du Soviet de cette ville et les membres de la municipalité, M. Boulganine, président du Soviet de Moscou, avait pris la parole avant M. Laval et porté le toast suivant :

Je suis très heureux de vous saluer, monsieur le Président, au nom du Soviet de Moscou et au nom de toute la population de la capitale de l'U.R.S.S. Nous saluons en votre personne NON SEULEMENT le membre éminent du gouvernement de la République française, à laquelle nous sommes liés par des attaches de plus en plus solides, de confiance, d'amitié, MAIS EGALEMENT l'homme qui, depuis de longues années, TRAVAILLAIT ACTIVEMENT DANS LE DOMAINE MUNICIPAL.

Voici, toujours d'après le Temps, *la réponse de Laval au président du Soviet :*

Le cordial accueil que m'a réservé, depuis mon arrivée en territoire soviétique, ce peuple de l'Union m'a très profondément touché. Je suis heureux de pouvoir exprimer, ici, toute ma gratitude.

J'ai été particulièrement sensible aux manifestations spontanées de sympathie dont j'ai été l'objet de la part de la population de Moscou.

Vous avez bien voulu, Monsieur le Président, faire allusion aux fonctions municipales que j'exerce dans mon pays. C'est, en effet, pour moi, une grande fierté de voir se renouveler, depuis plus de vingt et un ans, la confiance de la population laborieuse d'une commune de la banlieue de Paris.

Je vous remercie sincèrement DE CETTE ATTENTION qui me permet de constater, dans ce domaine comme ailleurs, malgré la différence de nos régimes, LA CONCORDANCE DE NOS EFFORTS ET L'IDENTITE DE NOTRE BUT : le bien-être de tous dans le travail et la sécurité.

Je lève mon verre au Soviet de Moscou, à son président, à toute la population de la capitale et à tous les peuples de l'Union.

Maurin ajoute et conclut :

Et si l'on songe que ces discours sont préparés d'avance et communiqués, vous avouerez que Cachin est honnêtement qualifié pour affirmer que ce n'est pas le « maire d'Aubervilliers » qui a été acclamé à Moscou!

Alors soit : « Staline a raison » et Boulganine n'a pas tort.

Mais si « Staline a raison », les communistes de

l'*Humanité* voteront, à la demande du ministre des Affaires étrangères français, les prochains crédits de guerre, la garde sous les drapeaux de toutes les classes nécessaires pour tenir « la défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité »...

Si Boulganine n'a pas tort, le maire d'Aubervilliers, « l'homme qui depuis de longues années travaille activement dans le domaine municipal, avec concordance d'efforts et identité de but », devra être, dans cinq mois, le premier élu sénatorial des maires et des conseillers communistes du département de la Seine. *C'est là qu'est le devoir révolutionnaire.*

Et comme l'écrivait hier encore Cachin : « Nous ne nous laisserons pas arrêter par cette utilisation d'un texte... Nous répétons, aujourd'hui comme hier, que notre tactique de classe ne fut jamais plus indispensable, que dans notre lutte contre la guerre et le fascisme, le prolétariat ne peut se fier qu'à lui-même et non à des Laval au rôle double... »

En fait de rôle double !... Mais qu'importe !

Oui, Staline a raison de traiter avec mépris les gens sans conscience, mais le prolétariat aurait tort de ne pas se fier qu'à lui-même.

« Il y aura du sport » *Reproduisons, d'après le* Populaire *du 13-6-35, qui la reproduit lui-même d'après la* Presse libre, *cette déclaration du colonel de La Rocque, chef des Croix de feu, le 10 juin à Alger :*

Chers amis. Il y a quatre jours, je croyais bien que je ne serais pas ici aujourd'hui.

Jeudi après-midi, j'étais à l'imprimerie du *Flambeau* et de mauvais bruits m'y sont parvenus : M. Daladier entrerait peut-être dans le ministère en formation. Ceci reposait sur des renseignements concrets.

Pendant ce temps, non pas dans un modeste bistro, mais chez Maxim's, les Daladier, Frot et autres Cot conspiraient.

Je disais à nos camarades de Paris de ne pas se contenter de fréquenter leurs permanences, mais de se considérer en état d'alerte... ET JE FAISAIS SAVOIR AU MEME MOMENT QUE SI M. DALADIER PRENAIT LE POUVOIR ON FERAIT DU SPORT.

LE « SPORT » ETAIT PRET, COMME IL L'EST ENCORE !

SI NOUS NE VOULONS PAS NOUS BATTRE, LES HOMMES QUI DIRIGENT DOIVENT SAVOIR QUE L'HEURE DU BALAYAGE DEFINITIF EST INFINIMENT PROCHE !

Samedi matin, j'apprenais que nous avions un moment d'accalmie. Hier matin, par le plus radieux des soleils, je venais prendre chez vous la vision nette du succès qui nous attend si, jusqu'à la dernière minute, qui n'est pas lointaine, nous savons être prêts, organisés, maîtres de nous.

Pour René Gérin *D'une note du Comité pour la mise au régime politique de René Gérin, nous reproduisons l'exposé des faits. La* Révolution prolétarienne *joint, est-il utile de le dire, sa protestation à toutes celles qui se sont déjà fait entendre contre ce scandale.*

René Gérin est incarcéré à la prison de Fresnes, depuis le 18 mai, au régime infamant du droit commun.

René Gérin, ancien élève de l'Ecole Normale Supérieure, agrégé de l'Université, a fait la guerre dans l'infanterie. Parti en 1914, à 22 ans, il avait, en 1918, le grade de capitaine. Trois fois blessé, trois fois cité, Légion d'honneur.

L'étude troublante des origines de la guerre provoqua dans son esprit implacablement logique une révolution intellectuelle. Une polémique s'engage entre lui et M. Raymond Poincaré sur les responsabilités de la guerre et, finalement, il devient pacifiste intégral.

En 1932, et à titre d'ancien combattant, il manifeste sa volonté de paix par *un geste symbolique* en renvoyant ses papiers militaires. Ce délit n'était alors puni que de huit jours de prison.

En 1934, sur la demande de l'état-major, fut proposée, puis votée par surprise, sans scrutin, dans une fin de session parlementaire, le 13 juillet 1934, une loi prévoyant des peines d'un mois à un an de prison, ou de 100 à 3.000 francs d'amende. Cette loi créait le délit dit « d'objection de conscience » qui relève du tribunal correctionnel. Ce délit nouveau est tout à fait distinct de l'insoumission qui est punie par les lois sur le recrutement et qui relève des tribunaux militaires.

Après le vote de la loi du 13 juillet 1934, René Gérin refusa à nouveau son fascicule de mobilisation. N'étant ni appelé, ni appelable, ni rappelé, ni rappelable, il commettait ainsi un délit de manifestation d'opinion, délit « d'objection de conscience ».

Pour cet acte, il fut d'abord condamné en première instance à trois mois de prison *avec sursis*, puis, *sur appel du procureur*, à six mois de prison *sans sursis*.

René Gérin a enfreint cette loi, qu'il considérait comme odieuse et abusive, en parfaite connaissance de cause.

Il a accepté les deux condamnations, mais il proteste (et l'opinion proteste avec lui) contre l'application du régime du droit commun.

René Gérin a incontestablement droit au régime politique et non à l'avilissante promiscuité des assassins, des voleurs et des sadiques. Cet homme, qui a commis un acte essentiellement politique, est traité comme un bagnard. On lui a rasé la tête, on l'a vêtu de bure, on l'a coiffé de la cagoule.

ENTRE NOUS

Le camarade chargé de l'administration ayant dû s'absenter, cette rubrique n'a pas été tenue dans nos deux derniers numéros.

Pourtant, nous avions bien des choses à nous dire...

D'abord, nous avons déménagé. Sans, toutefois, changer d'adresse. Non. Nous avons fini par obtenir deux pièces dans le même immeuble du 54 de la rue du Château-d'Eau, et, qui mieux est, au deuxième étage.

Naturellement, il a fallu les remettre en état, et, pour ce faire, dépenser de l'argent. Certes, grâce au dévouement d'un de nos abonnés, peintre de son état, cela nous a coûté bien moins cher que si nous nous étions adressés à un entrepreneur. Néanmoins, il nous a fallu débourser le prix des fournitures, tout comme nous avons dû payer le bois (et le bois est cher !) pour l'installation de nouveaux rayons.

Ensuite, il y a eu la déclaration de Staline, et le devoir pour nous, ressenti par tous, d'engager un effort exceptionnel pour faire face à la situation créée — d'où, bien entendu, nouvelles dépenses.

Ainsi, les premiers 10.000 exemplaires de notre tract Trahison *s'étant enlevés comme des petits pains, nous avons fait un second tirage de 10.000. 20.000 tracts, ça coûte !*

Aujourd'hui, nous devons faire face aux dépenses provoquées par la récolte des adhésions à la Conférence en préparation. Demain, il nous faudra payer notre quote-part des frais de cette Conférence.

Et tout ceci sans cesser de solder régulièrement notre imprimeur.

Or, notre souscription est en ce moment quasi anémique.

Quant au recrutement de nouveaux abonnés, il ne se fait qu'au compte-gouttes.

Pourtant, il semble que nous fassions œuvre utile. Ne serait-ce plus l'avis de nos amis ? Ou alors, qu'attendent-ils pour nous aider ?

⁂

Abonnés de l'échéance de juin, qui êtes prévenus par une circulaire qui vous parviendra en même temps que ce numéro, n'attendez pas pour renouveler votre abonnement ! *Evitez-nous le travail et les frais du recouvrement postal.*

Le gérant : M. CHAMBELLAND.

NON, STALINE A TORT !

Qu'a dit Staline ? Ceci, que l'*Humanité* n'a garde de reproduire, alors qu'elle publie des colonnes de commentaires :

« M. Staline comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité. »

La politique stalinienne veut entraîner les travailleurs dans le jeu infernal des impérialismes, au mépris de toutes les affirmations de Lénine, oubliant les terribles conséquences pour la classe ouvrière de la duperie de 1914.

Nous ne marchons pas !

Staline a tort ! Les fortifications bétonnées de l'Est, les deux ans, le « rabiot », la construction d'escadrilles de bombardement — qu'il « comprend » et « approuve pleinement » — toutes ces mesures ne sont pas des mesures de sécurité pour le prolétariat.

Ce sont des mesures de guerre.

La guerre, nous n'en voulons plus !

Seuls, les travailleurs allemands, par leur effort propre, peuvent se débarrasser de Hitler.

La liberté, pas plus que la révolution, ne se porte sur les ailes des avions de bombardement, même soviétiques.

1914-1918 a fait assez de victimes !

A bas la nouvelle union sacrée !


LA COOTYPOGRAPHIE, 11, R. DE METZ, COURBEVOIE